Prolétaires de tous les pays, UNISSEZ-VOUS !

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Bimestriel nº 447 • juillet-août 2014 • www.internationalism.org • france@internationalism.org • 1,30 Euro – 2,50 FS – 2 $ can.

Il y a 100 ans, la Première Guerre mondiale

Socialisme ou Barbarie !

La Première Guerre mondiale fut une immonde boucherie faisant plus de 10 millions de morts. Jamais l'activité militaire n'avait atteint une telle échelle ni un tel niveau d'intensité. Cette barbarie, à elle seule, signe la plongée du monde capitaliste dans la décadence. Aujourd'hui, pour le centenaire de 14-18, la bourgeoisie nous abreuve de sa propagande nauséabonde pour nous dire que cet événement est lié à la "folie des hommes". Mensonges ! Cet article a justement pour objet de montrer que derrière cette explication simpliste se cachent la responsabilité du capitalisme, de l'impérialisme et, surtout, la trahison des organisations ouvrières qui avaient été gangrenées par l'idéologie dominante, torpillées sournoisement par le conformisme petit-bourgeois.

Quand la guerre éclate le 4 août 1914, ce n'est guère une surprise pour les populations européennes et pour les ouvriers plus particulièrement. Cela fait des années, depuis le début du siècle, que les crises se succèdent : les crises marocaines de 1905 et 1911, les guerres balkaniques de 1912 et 1913, pour ne nommer que les plus graves. Ces crises mettent directement aux prises les grandes puissances qui se sont toutes lancées dans une course effrénée aux armements : l'Allemagne entame un immense programme de construction navale auquel la Grande-Bretagne doit inévitablement répondre. La France introduit le service militaire de trois ans et finance par des emprunts énormes la modernisation des chemins de fer russes destinés à acheminer les troupes vers la frontière avec l'Allemagne, ainsi que la modernisation de l'armée serbe. La Russie, après la débâcle du conflit russo-japonais en 1905, impulse un programme de réformes des forces armées. Contrairement à ce que la propagande sur les origines de la guerre nous dit aujourd'hui, celle-ci était sciemment préparée et surtout voulue par toutes les classes dominantes des grandes puissances.

Aucune surprise donc, mais pour la classe ouvrière, ce fut un choc terrible. Par deux fois, à Stuttgart en 1907 et à Bâle en 1912, les partis socialistes frères de la Deuxième Internationale ont pris des engagements solennels de défendre les principes internationalistes, de refuser l'embrigadement des ouvriers dans la guerre et d'y résister par tous les moyens. Le congrès de Stuttgart adopte un amendement de résolution proposé par la gauche – Lénine et Rosa Luxemburg : "*Au cas où la guerre éclaterait* [les partis socialistes] *ont le devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste*". Jean Jaurès, le grand tribun du socialisme français, déclare au même congrès que "*L'action parlementaire ne suffit plus dans aucun domaine... Nos adversaires sont épouvantés devant les forces incalculables du prolétariat. Nous, qui avons si orgueilleusement proclamé la faillite de la bourgeoisie, ne permettons pas que la bourgeoisie puisse parler de la faillite de l'Internationale*". Au congrès du Parti socialiste français, à Paris en juillet 1914, Jaurès fait adopter la formulation selon laquelle "*Le congrès considère comme particulièrement efficace la grève générale ouvrière, simultanément et internationalement organisée dans les pays intéressés, ainsi que l'agitation et l'action populaires sous les formes les plus actives, entre tous les moyens employés pour prévenir et empêcher la guerre.*"

Et pourtant, en août 1914, l'Internationale s'effondre ou, plus exactement, elle se disloque lorsque tous les partis qu'elle regroupe (à quelques honorables exceptions près, comme les Russes ou les Serbes) trahissent l'internationalisme prolétarien, son principe fondateur, au nom de la défense de la "patrie en danger" et de la "culture". Et chaque bourgeoisie, alors qu'elle se prépare à jeter dans l'abattoir des millions de vies humaines, se présente bien évidemment comme le summum de la civilisation et de la culture, alors que l'ennemi en face n'est que bestialité assoiffée de sang et responsable des pires atrocités...

Comment une telle catastrophe est-elle possible ? Comment ceux qui, quelques mois, voire quelques jours auparavant, ont menacé la bourgeoisie des conséquences de la guerre pour sa propre domination, ont pu se rallier sans résistance à l'union sacrée avec l'ennemi de classe – le *Burgfriedenpolitik* selon le terme allemand ?

De tous les partis de l'Internationale, c'est le *Sozialdemokratische Partei Deutschlands*, le Parti social-démocrate allemand (SPD), qui porte la plus lourde responsabilité. Dire cela ne disculpe en rien les autres partis, et tout particulièrement le parti français. Mais le parti allemand est alors le fleuron de l'Internationale, le joyau fabriqué par le prolétariat. Avec plus d'un million de membres et plus de 90 publications régulières, le SPD est de loin le parti le plus fort et le mieux organisé de l'Internationale. Sur le plan intellectuel et théorique, il est la référence pour tout le mouvement ouvrier : les articles publiés dans sa revue théorique, la *Neue Zeit*, donnent le "la" sur le plan de la théorie marxiste et Karl Kautsky, rédacteur en chef de la *Neue Zeit*, est même parfois considéré comme le "pape du marxisme". Comme l'écrit Rosa Luxemburg, "*Au prix de sacrifices innombrables, par un travail minutieux et infatigable,* [la social-démocratie allemande] *a édifié une organisation exemplaire, la plus forte de toutes ; elle a créé la presse la plus nombreuse, donné naissance aux moyens de formation et d'éducation les plus efficaces, rassemblé autour d'elle les masses d'électeurs les plus considérables et obtenu le plus grand nombre de sièges de députés. La social-démocratie allemande passait pour l'incarnation la plus pure du socialisme marxiste. Le parti social-démocrate occupait et revendiquait une place d'exception en tant que maître et guide de la IIe Internationale"* (*Brochure de Junius*).

Le SPD est le modèle que cherche à imiter tous les autres, même les bolcheviques en Russie. "*Dans la IIe Internationale, le "groupe de choc" allemand avait un rôle prépondérant. Pendant les congrès, au cours des sessions du bureau de l'Internationale so-*

(suite page 4)

Européennes 2014

La mascarade électorale contre la classe ouvrière

A peine les résultats des élections européennes tombaient qu'un constat s'imposait immédiatement : ce scrutin n'intéresse personne et prend de plus en plus ouvertement la forme d'un défouloir électoral. Comment s'en étonner ? Le Parlement européen est un véritable panier de crabes sans réel pouvoir et surtout destiné à donner une caution démocratique aux institutions de l'UE qui ne trompe personne. Sans même parler des magouilles très officielles des *lobbies* ou des chamailleries de couloir sur fond de sordides intérêts nationaux, les règles institutionnelles elles-mêmes montrent très clairement que ce sont les États et non le Parlement qui dictent la "politique européenne". Le niveau de l'abstention, frôlant les 60 % depuis le début des années 2000, illustre le peu d'illusions sur les enjeux de cette élection : sauf dans les États obligeant la population à se déplacer aux urnes sous peine de sanction pécuniaire, la participation au scrutin de mai 2014 a rarement dépassé les 50 %, plongeant à 37 % au Pays-Bas et 36 % au Royaume-Uni, 19 % au Portugal, voire à 13 % en Slovaquie. Ceci, malgré toutes les campagnes de culpabilisation contre les abstentionnistes.

De même, en dépit du battage médiatique pré-électoral, avec ses désormais traditionnelles mises en garde contre la "menace" d'une montée en puissance de l'extrême-droite, les européennes se caractérisent de plus en plus par un vote atypique, avec des scores relativement honorables de partis secondaires, voire fantaisistes. Ainsi, à l'époque où "l'écologie politique" devait, disait-on, sauver le capitalisme et le monde des pires tourments, les partis écologistes en France ou en Allemagne faisaient jeu égal avec leurs alliés "socialistes". De la même façon, la poussée des partis populistes et anti-européens dans plusieurs pays et ceux d'extrême-gauche dans certains autres a fortement marqué le dernier scrutin.

L'abstentionnisme et la poussée des partis qui ne sont pas destinés à diriger le gouvernement expriment un véritable mécontentement de la population vis-à-vis de la crise économique et de la multiplication des attaques, ainsi qu'un discrédit de l'appareil politique bourgeois et un rejet à l'égard des institutions que vient confirmer la faible mobilisation en faveur des partis de gouvernement dans de nombreux pays européens. La participation aux élections est une impasse, mais ce serait prendre des vessies pour des lanternes que de mettre superficiellement l'abstention au crédit de la conscience politique de la classe ouvrière. Pour éviter un tel écueil, il est indispensable de comprendre dans quelle dynamique et dans quel cadre historique s'inscrit ce résultat.

En fait, loin de manifester un développement de la conscience du prolétariat sur la nature de la démocratie bourgeoise et sur la perspective du communisme, l'abstention massive lors de ce dernier scrutin traduit plutôt ce dont la poussée du populisme est également porteuse : un certains désespoir, une peur de l'avenir et une profonde méfiance envers le monde politique.

La décomposition du capitalisme au cœur de l'abstention et de la poussée des populismes

Depuis plus de trente ans, le contexte mondial est dominé par une situation historique inédite que nous avions décrite en 1990 dans : "La décomposition, phase ultime de la décadence capitaliste" (1). Contrairement à la crise ouverte des années 1930, la classe ouvrière n'est aujourd'hui pas physiquement et idéologiquement écrasée par la contre-révolution qui s'était alors déchaînée après la défaite de la vague révolutionnaire de 1917. A partir de 1968, avec la fin de la contre-révolution, le prolétariat, bien qu'il n'ait pas encore trouvé la force de renverser le capitalisme a néanmoins trouvé celle d'empêcher la bourgeoisie de mettre à l'ordre du jour sa propre "réponse" à la décadence de son système : la guerre mondiale. *"Certes, une réponse d'une incroyable cruauté, une réponse de nature suicidaire entraînant la plus grande catastrophe de l'histoire humaine, une réponse qu'elle n'avait pas choisi délibérément puisqu'elle lui était imposée par l'aggravation de la crise, mais une réponse autour de laquelle, avant, pendant et après, elle a pu, en*

1) Ce texte est publié dans le numéro 62 de la *Revue Internationale* ainsi que sur le site internet du CCI.

(suite page 2)

M 02485 - 447 - F: 1,30 € - RD

Dans ce numéro

suite de la page 1

Européennes 2014

l'absence d'une résistance significative du prolétariat, organiser l'appareil productif, politique et idéologique de la société" [2]. Tandis que les contradictions du capitalisme ne cessent de s'approfondir, l'incapacité des deux classes fondamentales et antagonistes de la société à imposer leur perspective respective *"ne peut que déboucher sur un phénomène de décomposition généralisée, de pourrissement sur pied de la société"* [3].

Dans ce contexte d'impasse momentanée, la bourgeoisie ne peut que naviguer à vue, incapable de proposer une quelconque direction capable de mobiliser la société autour d'un objectif "commun" et "réaliste". Or, non seulement la classe dominante n'est pas en mesure d'enrôler le prolétariat derrière elle, mais, incapable de s'entendre sur une réponse appropriée à la crise historique de son système, elle ne peut désormais plus imposer la même discipline qu'auparavant à l'ensemble de ses propres composantes politiques. Ceci entraîne de plus en plus les appareils, y compris de grands partis traditionnels, vers un manque de cohésion et le chacun pour soi. Cette impasse a nécessairement un impact négatif sur la vie politique de la bourgeoisie et la gestion de son État. Les crises politiques à répétition et toujours plus suicidaires, même au sein des grandes puissances, confirment pleinement cette analyse.

Les résultats des élections européennes s'inscrivent complètement dans ce cadre historique. Lorsque les différentes fractions de la bourgeoisie sont suffisamment disciplinées pour s'éclipser devant l'intérêt général de leur classe, il est relativement aisé, avec l'énorme appareil médiatique et idéologique dont elle dispose et la faiblesse politique actuelle de notre classe, de pousser le prolétariat vers l'isoloir et de lui suggérer un "choix raisonnable". L'opération est beaucoup plus délicate lorsque les fractions de la bourgeoisie sont de moins en moins en mesure de marcher dans la même direction. Alors, ce sont surtout les tendances à l'irrationalité et à la haine aveugle, portées par le capitalisme en décomposition, qui pèsent sur les épaules du "citoyen" atomisé, isolé de sa classe.

Dans un tel contexte de décomposition sociale, où la classe ouvrière souffre d'une perte d'identité et d'un grave manque de confiance en elle-même, certains ouvriers peuvent suivre les leaders populistes qui critiquent faussement les hommes politiques et le "système", qui mettent en avant la défense de la nation bourgeoise comme un cadre protecteur face à la crise du capitalisme et désignent toutes sortes de boucs émissaires pour l'expliquer.

Mais ces idéologies réactionnaires et ultranationalistes ne sont nullement l'apanage des populistes d'extrême-droite. Non seulement l'ensemble des partis bourgeois véhiculent plus ou moins ouvertement ces tendances à la haine et à la mentalité de pogrom, ainsi qu'un nationalisme inébranlable, mais, en plus, un populisme d'extrême-gauche, partageant le même chauvinisme hystérique, s'est raffermi ces dernières années. Que ce soit le Front de gauche, en France, *Die Linke* en Allemagne, *Syriza* en Grèce ou *Podemos* en Espagne, toutes ces nouvelles devantures plus ou moins héritées du stalinisme prônent ouvertement le nationalisme et le rejet de l'étranger, cela, au nom de la "défense du peuple et des opprimés". D'ailleurs, en France, par exemple, le Front national s'est inspiré du Parti communiste français, de tous les thèmes patriotiques de la "défense nationale contre l'impérialisme étranger" avec en plus le rejet de l'immigration. C'est pour cela que la poussée des partis d'extrême-gauche dans certains pays ne représente en rien un "pas en avant" pour la classe ouvrière ou une quelconque forme de prise de conscience. Ce "néo-stalinisme" n'est rien d'autre qu'un piège nationaliste destiné à pourrir la conscience des ouvriers les plus combatifs.

2) *Idem.*
3) *Idem.*

Existe-t-il un "danger fasciste" aujourd'hui ?

Avec la poussée électorale des fractions d'extrême-droite en Europe et dans le monde depuis les années 1980 et la participation au gouvernement de certaines d'entre-elles dans des pays comme l'Italie ou l'Autriche, où la droite traditionnelle étant très affaiblie fut contrainte d'accepter une coalition, les campagnes sur le "danger fasciste" ont redoublé, tout comme celles culpabilisant les abstentionnistes, les accusant de "faire le lit du fascisme" et de "bafouer la mémoire des héros morts pour la démocratie". Lors des élections européennes de mai, la bourgeoisie n'a pas joué sur cette corde avec beaucoup de force mais il n'en reste pas moins que le thème de "la défense de la démocratie contre le fascisme" joue encore un rôle idéologique de premier plan. Tout comme il est illusoire d'espérer l'avènement d'une "vraie" démocratie où tous les hommes seraient "égaux" dans un système où ils sont exploités, la classe ouvrière n'a aujourd'hui rien à attendre du bulletin de vote et de l'État. Le capitalisme épuisé par ses propres contradictions n'a plus rien à offrir à l'humanité, ni grandes, ni petites réformes. Au contraire, le cirque électoral et toutes les campagnes antifascistes sont de véritables mystifications destinées à pousser la classe ouvrière dans les bras de la défense de l'État démocratique, cette expression politique particulièrement sournoise de la dictature capitaliste.

En fait, l'idéologie et les revendications des partis xénophobes sont aujourd'hui incompatibles avec l'exercice du pouvoir. L'extrême-droite est composée des fractions les moins lucides de la bourgeoisie et les moins en mesure de répondre aux besoins objectifs du capital. La mise en place de leurs revendications fantaisistes représenterait un véritable cataclysme que la bourgeoisie, dans son ensemble, ne peut pas permettre. Surtout, l'extrême-droite est marquée par son incapacité à comprendre les enjeux de l'encadrement idéologique de la classe ouvrière et de la mystification démocratique. C'est pour ces raisons que la classe dominante préfère "muscler" le discours des partis de droite traditionnels, à l'image de l'aile droite de l'UMP en France ou des fractions les plus souverainistes du Parti conservateur britannique.

Cependant, même lorsque les partis xénophobes parviennent, à l'occasion d'une coalition de circonstance, à se hisser au gouvernement, la réalité du capitalisme d'État et la nécessité de défendre les intérêts nationaux s'imposent de manière implacable, les contraignant alors à abandonner l'essentiel de leur programme politique. C'est ainsi qu'aussitôt aux affaires, le Mouvement social italien de Gianfranco Fini adopta, en 1995, un programme pro-européen de centre-droit en rupture complète avec son passé fasciste afin de faciliter son maintien au gouvernement de Silvio Berlusconi, tout comme la Ligue du Nord abandonna rapidement ses velléités indépendantistes. La même logique s'imposa en Autriche à Jörg Haider contraint d'assouplir ses revendications et d'adopter un programme plus "responsable" ou aux indépendantistes flamands en Belgique.

Pour comprendre pourquoi le fascisme n'est, aujourd'hui, pas à l'ordre du jour, il est indispensable de revenir aux circonstances historiques particulières dans lesquelles il est apparu. Après la Première Guerre mondiale, les pays vaincus, comme l'Allemagne, ou lésés, comme l'Italie, durent rapidement préparer le terrain à l'éclatement d'un nouveau conflit afin de répartir en leur faveur le marché mondial, de se doter d'un "espace vital" : *"Pour cela, il fallait concentrer tous les pouvoirs au sein de l'État, accélérer la mise en place de l'économie de guerre, de la militarisation du travail et faire taire toutes les dissensions internes à la bourgeoisie. Les régimes fascistes ont été directement la réponse à cette exigence du capital national"* [4].

Surtout, tout comme le stalinisme, le fascisme était une expression du développement du capitalisme d'État et de l'exploitation la plus brutale, ainsi qu'un instrument d'embrigadement de la classe ouvrière dans la guerre, que seul le contexte de la période contre-révolutionnaire a autorisé. Sans l'écrasement physique préalable des ouvriers orchestré par la gauche "socialiste" (la social-démocratie) et les partis démocratiques pendant la Révolution allemande ou les grèves de 1920 en Italie, jamais le fascisme n'aurait pu voir le jour. Inversement, dès la guerre d'Espagne en 1936, le "combat contre le fascisme" fut un puissant mot d'ordre d'embrigadement des ouvriers des pays démocratiques dans la guerre.

Bien que la contre-révolution des années 1920-1960 pèse encore sur la conscience du prolétariat, la bourgeoisie n'est aujourd'hui pas en mesure d'**embrigader idéologiquement le prolétariat** pour un nouveau conflit mondial, et encore moins de se priver des illusions démocratiques, sans se heurter à une réaction extrêmement dangereuse pour le maintien de sa domination. Si la propagande antifasciste ne joue plus son rôle de préparation à la boucherie planétaire comme pour la Seconde Guerre mondiale, elle demeure néanmoins un poison idéologique destiné à culpabiliser les abstentionnistes et à pousser le prolétariat dans les bras de la défense de l'État qui l'exploite, afin qu'il abandonne le combat sur son propre terrain de classe pour celui de la démocratie.

L'avenir ne se décide pas dans le bulletin de vote, mais dans la lutte de classe !

El Generico, 23 juin

4) "Montée de l'extrême-droite en Europe : Existe-t-il un danger fasciste aujourd'hui ?", disponible sur le site internet du CCI.

Critique du film *Deux jours, une nuit*, des frères Dar

Un hymne à l'abandon du combat de clas

Le film des frères Dardenne, *Deux jours, une nuit*, présenté au festival de Cannes, a reçu un éloge unanime. Et pour cause ! Il ne s'agit ni plus ni moins que d'un hymne à l'abandon du combat de classe. Les ouvriers sont présentés comme des abrutis égoïstes dès qu'ils sont ensemble, regroupés dans l'usine. "A la poubelle la lutte du prolétariat, vive les individus atomisés !", voilà quel message infâme diffusent en chœur les frères Dardenne, Marion Cotillard (l'actrice principale), les critiques et le monde du cinéma en smokings et robes haute-couture.

Le synopsis parle de lui-même : "Sandra, modeste employée d'une entreprise de panneaux solaires, arrive au terme d'un long arrêt de maladie pour dépression. Son patron, qui a réorganisé l'usine en distribuant le travail de Sandra aux autres employés, soumet ceux-ci à un dilemme : ils devront choisir entre conserver leur prime de 1000 euros ou permettre le maintien de l'emploi de Sandra en perdant la prime. Un premier vote défavorable à Sandra, sous influence du contremaître Jean-Marc, est contesté par une employée, Juliette, qui obtient de son patron le vendredi soir qu'il organise un autre vote dès le lundi matin. Juliette réussit à convaincre Sandra de se mettre en marche, pendant les deux jours et la nuit du week-end, pour aller convaincre une majorité de ses seize collègues de voter en sa faveur en changeant d'avis. Lors d'un fastidieux et répétitif porte à porte, frappée de doutes, de honte misérabiliste et de désespoir, elle va rencontrer un à un ses collègues au destin aussi fragile que le sien et se heurter à leur refus souvent, à leur hésitation toujours, à la violence de certains, ou bénéficier de leur revirement parfois. Finalement perdante de justesse au vote, elle retrouve vigueur et espoir de vie de s'être battue de la sorte et d'avoir réveillé chez certains le sens de la solidarité, enfoui sous l'égoïsme matérialiste. Sur le point de trouver une issue positive à son inquiétant destin, elle sera amenée à assumer à son tour avec une fierté retrouvée son propre choix de solidarité" (Wikipédia). Tout est là. Des ouvriers qui préfèrent le licenciement d'une collègue plutôt que de renoncer à leur prime... Une femme (Marion Cotillard pleurnicharde et geignarde au possible tout le long du film) qui lutte seule en faisant du porte à porte pour demander à ses collègues d'être "solidaires" en cédant une partie de salaire... et surtout, jamais ô grand jamais, l'idée ne traverse la tête de quiconque de se dresser ensemble pour refuser le chantage immonde du patron. Ni baisse de salaire, ni licenciement ! Solidarité dans la lutte ! Un pour tous, tous pour un ! Voilà ce que crie le prolétariat quand il parvient à développer sa lutte, voilà quels sentiments profondément humains et dignes il révèle avoir en lui quand il se dresse. Mais de ce vent enthousiasmant et porteur, pas un souffle dans ce film volontairement désespérant. Les Dardenne iront même jusqu'à pousser leur héroïne dans les affres de la tentative de suicide, seule "issue" pour cette ouvrière lâchée par ses frères de classe et engouffrée dans l'impasse de la réaction individuelle et citoyenne. Mais rassurez-vous, nous disent les médias, il y a une fin inattendue sous forme d'happy-end. Roulement de tambours... dans les dernières minutes, Marion Cotillard, pardon, Sandra refuse l'offre de réintégration de son patron (impressionné par ses qualités de battantes... *sic !*) ; elle téléphone à son mari pour lui dire qu'elle a retrouvé sa volonté de lutter pour... trouver un autre travail. La morale de l'histoire est que nous sommes impuissants, des pions dans cette société et que la seule manière de ne pas céder au désespoir, c'est de se changer soi-même, de se montrer résolu à trouver sa place dans le système, dans la concurrence entre ouvriers. Le film est d'autant plus pernicieux qu'il montre très bien, comme un documentaire, le cynisme du patron, l'atomisation réelle des ouvriers aujourd'hui, la peur de la crise et de ses conséquences, la destruction morale des personnes... Suivre les frères Dardenne dans la démarche idéologique de leur film, c'est accepter que face à la violence des rapports d'exploitation, l'ouvrier n'a qu'une solution : se faire violence pour pouvoir exister. A aucun moment dans le film, les employés ne cherchent à se réunir, à discuter ensemble pour voir comment réagir, à essayer de créer un rapport de force avec leurs exploiteurs. Le *nec plus ultra* de la lutte selon les frères Dardenne, est présenté lors d'une scène du vote à bulletins secrets où les personnes qui sont devant l'urne évitent de se parler et même de se regarder au moment de voter dans une urne transparente pour que ce soit bien "démocratique". La recherche de solidarité est présentée comme une recherche de soutien d'individu à individu. C'est un chant à la gloire de l'individualisme. Pas étonnant qu'un critique puisse écrire : c'est un "récit sur les aléas de la solidarité entre petites gens, par le passé valeur prolétarienne fondamentale, "Deux jours, une nuit" stigmatise les temps nouveaux, où l'individualisme prime sur le partage. Sans pour autant tomber dans le pessimisme. La morale du film stigmatise l'effort sur soi nécessaire pour ne pas sombrer dans le désespoir, afin de s'en sortir" [1]. Le drame serait alors que l'individualisme des exploités mènerait à l'incapacité d'accepter de partager les sacrifices exigés par la crise du capitalisme. Ce discours, les gouvernements du monde entier, de droite comme de gauche, ne cessent eux-aussi de nous l'asséner au nom de la "solidarité" nationale. Au fond, la bourgeoisie fait culpabiliser les ouvriers, leur demande de se serrer la ceinture par altruisme pour que survive... son système agonisant et ses privilèges de classe dominante. Or, c'est justement ce système qui engendre "le "chacun pour soi", "l'atomisation", la "débrouille individuelle", la "destruction des rapports qui fondent toute vie en société" [2]. Le message du film est frauduleux, c'est une escroquerie dangereuse et même mortelle : il est faux qu'il n'y ait pas d'autre perspective que de s'adapter et montrer qu'on est apte à être un bon rouage dans la machine capitaliste ! S'il est vrai que le prolétaire est exclu, coupé de toute emprise réelle sur la conduite de la vie sociale et donc de sa vie, qu'il ne possède pas ses moyens de production et vit sans réserve, il n'est pas que cela. Le prolétaire n'est pas seulement un "pauvre" comme un autre. Il est aussi un producteur, le producteur de la plus-value qui est transformée en capital. Il est exploité collectivement et sa résistance au capital peut être et ne peut être que collective dans le travail associé. Pour paraphraser Karl Marx dans *Misère de la philosophie* (1847), il ne faut pas voir dans la misère que la misère mais aussi et surtout son côté révolutionnaire. Le prolétariat n'est pas qu'une classe exploitée, c'est aussi une classe révolutionnaire : *"il développe dans sa lutte quotidienne un principe qui correspond à la tâche his-*

1) http ://www.premiere.fr/film/Deux-Jours-Une-Nuit-3680132/(affichage)/press

2) "La décomposition, phase ultime de la décadence du capitalisme", *Revue Internationale* nº 62, 2e trimestre 1990)

Grèves à la SNCF

Un travail syndical de sape et de division

Les quais bondés, des regards perdus sur les tableaux d'affichage où les mentions "retard" ou "annulé" clignotent comme des enseignes de casinos à Las Vegas, les gens pendus à leur téléphone portable... : ces scènes de grèves sont connues de beaucoup. Et pour ceux qui ont la chance d'y échapper directement, la télévision se fait un plaisir de nous en abreuver à l'envie. Les journalistes se glissent dans la foule pour recueillir les impressions des travailleurs crevés de leur journée de boulot et dont la seule envie – celle de retourner chez eux – se confronte à l'absence de trains ou, quand ils parviennent à en attraper un, à des wagons bondés de gens énervés, impatients et épuisés. Alors quand le journaliste leur tend son micro pour leur demander "comment ça va?", il ne faut pas s'étonner d'entendre que ça ne va pas! La réponse la plus entendue a été : *"Le premier jour, on veut bien comprendre que les cheminots fassent grève, mais quand même. Au bout de quelques jours, on n'en peut plus."* Et de moins en moins rares sont ceux qui finissent par dire : *"Mais moi je n'y suis pour rien dans leurs problèmes ; d'ailleurs moi aussi j'en ai des problèmes au boulot, au moins autant !"* Bingo ! Là, les syndicats peuvent enrouler les banderoles et débrancher les mégaphones, le but est atteint : la grève est impopulaire, les cheminots sont isolés, les ouvriers sont divisés.

La grève que viennent d'organiser les syndicats de cheminots est un exemple parfait du sabotage de la combativité ouvrière dont sont capables ces officines du pouvoir bourgeois. Alors même que la capacité d'un secteur de la classe ouvrière à se mobiliser contre les attaques portées par la bourgeoisie devrait avoir valeur d'exemple pour les autres secteurs, devrait faire réfléchir à la nécessité de ne pas subir passivement les attaques, alors même que ces grèves isolées et corporatistes devraient essayer de dépasser cet enfermement et rechercher la solidarité de tous les ouvriers ployant sous le poids de la crise pour construire une unité, une extension et un rapport de force en mesure de donner du poids aux revendications, c'est tout le contraire qui s'est passé.

La grève a été déclenchée sur la base de revendications les plus spécifiques possibles : les attaques contre le statut des cheminots ne sont pas vraiment différentes des attaques que subissent les statuts des fonctionnaires de l'État, des collectivités, de la santé ou des entreprises publiques. Pourtant, c'est le statut des cheminots qu'il fallait défendre, et celui-là seul. Les craintes pour l'emploi que soulèvent le rapprochement entre la SNCF et RFF (l'entreprise qui gère le réseau ferré) n'ont rien qui les différencie fondamentalement des craintes pour l'emploi que soulèvent d'autres rachats et fusions, délocalisations, fermetures, dans le public comme dans le privé. Mais, selon les syndicats, il ne fallait se battre que pour la SNCF et RFF. Les cheminots, c'est à part! L'extension, c'est la dilution des revendications!

Mensonges! Ces mots d'ordre ne sont là que pour circonscrire la lutte et couper court à toute riposte possible, miner le terrain pour empêcher toute forme de solidarité future avec les cheminots.

Comme si cet isolement ne suffisait pas, les syndicats poussèrent à une grève dure et longue, de celles qui pourrissent la vie des millions d'ouvriers qui dépendent du train pour travailler, étudier, récupérer leurs enfants à l'école… de celles qui épuisent les ouvriers grévistes eux-mêmes, sacrifiant des journées de salaire pour rien, rendus individuellement coupables des conséquences de leur mouvement.

La caricature est même poussée jusqu'à ce que ce soit l'entreprise qui appelle à la solidarité envers les étudiants dont l'année pouvait être gâchée par la grève, en demandant à grand renfort de spots radio de leur laisser la priorité!

Au final, tout le monde est épuisé, tout le monde est divisé, tout le monde en a marre.

Mais pourquoi cela se passe-t-il comme cela? Pourquoi personne ne voit la manœuvre, aussi visible que le nez au milieu de la figure? Pourquoi les cheminots ne se sont-ils pas dressés contre leurs syndicats en reprenant les choses en main, en montrant leur solidarité avec les ouvriers qu'ils transportent matin et soir?

S'il y a sans aucun doute la très grande expérience des syndicats dans le sabotage des luttes de ce secteur hautement combatif et sensible, il faut aussi tenir compte, pour bien comprendre la situation, du contexte dans lequel la classe ouvrière se débat aujourd'hui [1]. Depuis 2010 et les luttes contre la réforme des retraites, la classe ouvrière en France est incapable de réagir réellement aux coups pourtant nombreux et puissants que la bourgeoisie lui porte pour tenter de sauver son économie du marasme dans lequel elle s'enfonce inexorablement. La bourgeoisie a réussi à éloigner durablement la classe ouvrière de son identité de classe exploitée et porteuse d'une autre société.

A un niveau plus faible mais tout aussi significatif, la même manœuvre est menée avec les intermittents du spectacle, véritables prolétaires de la culture, que les syndicats baladent dans des actions stériles (occupation de théâtre le jour, quand il n'y a pas de représentation) et tout autant vectrices de divisions : annulations de spectacles au dernier moment, quand le public qui s'est parfois saigné pour s'offrir cette sortie se retrouve devant une porte fermée!

La classe ouvrière n'est pas ce qu'on nous montre aujourd'hui, cette masse anonyme de gens exaspérés par les grèves, jaloux de la réussite des autres, individualistes, incapables de la moindre solidarité… Il n'y a pas si longtemps, elle montrait un tout autre visage.

En 2006, le gouvernement lançait une attaque ciblée sur les jeunes à travers un nouveau type de contrat de travail au rabais, le Contrat première embauche (CPE). Déjà effrayés par les difficultés pour eux de trouver un emploi à la fin de leurs études, les jeunes ont manifesté une profonde indignation face à ce qui représentait une menace supplémentaire de paupérisation. La bourgeoisie n'avait pas prévu une telle réaction face à une mesure qui restait dans la lignée des contrats précaires qu'elle multiplie depuis les années 1980, surtout que les jeunes manifestants ont organisé leur lutte en gardant une méfiance et une relative autonomie vis-à-vis des syndicats. Mais ce que la bourgeoisie avait encore moins prévu, c'est qu'une partie de plus en plus grande d'ouvriers, *a priori* non concernés par ce contrat, ont été directement touchés par l'indignation de ces jeunes sacrifiés par la crise et ont commencé à rejoindre le mouvement. Face à cet élan de solidarité, mu par le rejet des conditions de vie proposées par le système aux nouvelles générations, face au danger de développement d'une réflexion de plus en plus large sur l'impasse économique du capitalisme, la bourgeoisie a cédé et vite coupé court en retirant son projet. Fait suffisamment rare et même unique ces dernières années pour être souligné.

Un an plus tard environ, alors que les cheminots subissent une énième attaque, les lycéens, eux-mêmes en lutte, vont spontanément rechercher la solidarité des ouvriers de la SNCF. Ici, pas de rejet, pas d'incompréhension, pas de ce sentiment de ras-le-bol qu'on a pu vivre ces dernières semaines. La méfiance que les cheminots expriment vis-à-vis des syndicats (allant jusqu'à huer les leaders Chérèque – de la CFDT – et Thibault – de la CGT – lors d'une manifestation) les amènera à organiser des assemblées générales bien plus ouvertes que lorsque les syndicats ont les mains totalement libres. Ces AG ouvertes permettront tout naturellement à des délégations de lycéens de venir soutenir la lutte et recueillir le soutien des grévistes. Évidemment, lorsque les AG sont gardées à l'entrée par des gros bras syndicalistes faisant comprendre aux "extérieurs" qu'ils n'ont rien à faire ici, c'est beaucoup plus difficile de venir apporter sa solidarité. Et pourtant, cela se passe très souvent comme ça!

Même si, en 2007, la bourgeoisie ira au bout de sa manœuvre, cet épisode de rapprochement de secteurs différents en lutte aura exprimé la solidarité, ce que la bourgeoisie réussit aujourd'hui à enrayer et camoufler, mais qu'elle ne parvient pas à anéantir définitivement.

Ne parvenant pas à l'anéantir, elle doit se servir de ces luttes pour diviser toujours plus la classe ouvrière, mais également redorer l'image des syndicats, présentés comme seuls vecteurs de la volonté de combattre ; seuls capables de faire "pression sur les directions". Pendant ce temps, le gouvernement socialiste peut maintenir son cap, sa "feuille de route", sans craindre ainsi une riposte ouvrière massive et incontrôlée.

Face aux manœuvres d'épuisement et de divisions organisées par les syndicats, la réaction doit être forte et immédiate : une lutte isolée est une lutte perdue d'avance. Seule une recherche d'extension et de solidarité des autres secteurs en lutte, dès le début de la grève, peut ouvrir une perspective positive. Ce n'est pas un hasard si les syndicats trouvent toujours le moyen de s'y opposer, en argumentant sur les spécificités des revendications, sur la nécessité de construire un rapport de force "d'abord au sein de la boite"! Il n'y a de rapport de force à construire que sur le plan le plus large, autour des revendications communes, en éliminant toute caractérisation restrictive.

Le dernier mouvement à la SNCF est une expérience de plus de l'encadrement des luttes par la bourgeoisie à travers ses officines syndicales, une expérience de plus de ce qu'il faut absolument et résolument combattre dans les luttes de demain.

GD, 26 juin

1) Lire à ce sujet notre article : "Quand la bourgeoisie fait croire au prolétariat qu'il n'existe pas".

denne

se

torique qu'il doit remplir – le principe de la solidarité de classe, expression de son unité" [3]. La solidarité ouvrière n'est pas basée sur la charité à l'égard d'individus moins bien lotis que soi, mais sur la reconnaissance que les ouvriers n'ont pas d'intérêts particuliers à défendre, que lorsque l'un d'entre eux est attaqué, ce sont tous ses frères de classe qui sont attaqués. Ce qu'on veut nous faire croire, c'est que la crise qui rend l'exploitation de plus en plus intolérable, ne peut que rencontrer la soumission à l'ordre établi, que lutter ne sert finalement à rien. Le film met ses qualités artistiques au service de cette thèse démoralisatrice. La crise suscite aussi la colère et l'indignation vis-à-vis du sort qui est fait aux classes exploitées. Ce qui rend possible de retrouver sa dignité en tant qu'être humain, c'est justement de se considérer comme membre d'une classe qui a les clefs de l'avenir de l'humanité, en développant la solidarité avec ses frères et sœurs de classe, pour transformer sa colère en volonté commune de combat contre ce système qui n'a pas de perspective et menace la survie de l'humanité. *"La lutte du prolétariat n'est pas un mouvement particulier ou égoïste mais la base du mouvement indépendant de l'immense majorité au bénéfice de l'immense majorité"* [4]. C'est en luttant ensemble, unis et solidaires, que les travailleurs reprendront confiance en cette perspective qu'eux seuls peuvent mettre en œuvre. La solidarité prolétarienne n'est pas une "valeur fondamentale" du passé, elle est plus que jamais celle de l'avenir.

Sandra B, 30 juin

3) "Texte d'orientation : la confiance et la solidarité dans la lutte prolétarienne", *Revue Internationale* nº 112, 2005.
4) Marx-Engels, *Le Manifeste communiste*.

suite de la page 5

Ukraine

tensions militaires dans l'Est de l'Europe, montrant qu'elles sont un cancer incurable.

A présent, la Russie affronte des sanctions qui sont potentiellement handicapantes puisqu'elles concernent les exportations de pétrole et de gaz. La signature récente d'un contrat pour vendre du gaz à la Chine va être d'un grand secours. La Chine n'a pas suivi l'ONU dans la condamnation de l'annexion de la Crimée par la Russie. Au niveau de la propagande, elle a revendiqué Taïwan sur les mêmes bases que les prétentions russes sur la Crimée : l'unité des peuples parlant chinois ; mais elle ne veut pas admettre le principe d'auto-détermination pour ses nombreuses minorités.

Toutes les factions de la bourgeoisie, à la fois à l'intérieur de l'Ukraine et celles qui manœuvrent de l'extérieur, font face à une situation dans laquelle tout mouvement fait empirer les choses. Cela fait penser au "zugzwang" aux échecs, un jeu qu'adorent les Russes et les Ukrainiens, dans lequel tout mouvement effectué par un joueur ne peut qu'aggraver sa situation, ce qui fait qu'il ne peut que bouger – ou abandonner. Par exemple, Kiev et l'UE souhaitent un rapprochement, ce qui ne peut conduire qu'à un conflit avec la Russie et au séparatisme à l'Est ; la Russie veut affermir son contrôle de la Crimée, mais comme elle ne peut pas prendre le contrôle de l'Ukraine ou de sa partie orientale, tout ce qu'elle peut faire c'est distiller la discorde et l'instabilité. Plus ils essaient de défendre leurs intérêts, plus la situation devient chaotique et plus le pays glisse vers la guerre civile ouverte – comme la Yougoslavie dans les années 1990. C'est une caractéristique de la décomposition du capitalisme, la classe dominante ne peut pas proposer de perspective rationnelle à la société et la classe ouvrière n'est pas encore capable de mettre en avant sa propre perspective.

Le danger pour la classe ouvrière

Le risque, pour la classe ouvrière, dans cette situation, est d'être embrigadée derrière l'une ou l'autre des différentes factions nationalistes. Ce danger est accru par l'hostilité historique basée sur la vraie barbarie portée par chaque faction tout au long du XXe siècle : la bourgeoisie ukrainienne peut rappeler à la population et particulièrement à la classe ouvrière la famine qui a tué des millions de personnes suite à la collectivisation forcée sous la Russie stalinienne, les Russes peuvent rappeler à leur population le soutien des Ukrainiens à l'Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale et les Tartares n'ont pas oublié leur expulsion de Crimée et la mort d'environ la moitié des 200 000 personnes concernées. Il y a aussi le danger, pour la classe ouvrière, de reprocher à telle ou telle fraction d'être responsable de l'aggravation de la misère et d'être attirée dans le piège de la défense d'un camp contre un autre. Aucune d'entre elles n'a à offrir quoi que ce soit à la classe ouvrière mis à part l'aggravation de l'austérité et un conflit sanguinaire.

Il est presque inévitable que quelques ouvriers soient aspirés dans le soutien aux factions pro ou anti-Russes, bien que nous ne sommes pas sûrs de la situation réelle. Mais le fait que le Donbass soit devenu un champ de bataille pour les forces nationalistes souligne la faiblesse de la classe ouvrière dans cette zone. Confrontés au chômage et à la pauvreté, ils n'ont pas la force de développer des luttes sur leur propre terrain avec leurs frères de classe de l'Ukraine de l'Ouest et courent le risque d'être montés les uns contre les autres.

Il y a un espoir, ténu mais significatif : une minorité d'internationalistes en Ukraine et en Russie, le KRAS et d'autres, ont une prise de position courageuse : *"Guerre à la guerre ! Ne versons pas une seule goutte de sang pour la "nation""* [3] ; ces internationalistes défendent la position de la classe ouvrière. La classe ouvrière, bien qu'elle ne puisse pas encore mettre en avant sa perspective révolutionnaire, n'est pas battue au niveau international. C'est le seul espoir pour une alternative face à la course du capitalisme qui se dirige droit dans le mur de la barbarie et de l'auto-destruction.

Alex, 8 juin

3) http ://en.internationalism.org/worldrevolution/201403/9565/internationalist-declaration-russia

Les ravages croissants de l'impérialisme et de la décomposition

L'Irak est toujours à feu et à sang. Depuis 1980, trois guerres impérialistes ont déjà ensanglanté ce pays. Mais l'histoire ne se répète jamais à l'identique. Ce nouveau conflit, après cent années de décadence du capitalisme, est l'expression de la décomposition d'une société devenue irrationnelle. La tragédie dépasse d'ailleurs largement les frontières de ce pays. En ce moment même, en Syrie ou en Israël, la barbarie capitaliste révèle aussi toute son ampleur. Ainsi, au moment de mettre sous presse, le meurtre de trois jeunes Israéliens vient encore d'accroître les tensions, la réponse de Netanyahou faisant même monter d'un cran supplémentaire l'affrontement larvé avec l'Iran.

Depuis un siècle, le monde a connu deux guerres mondiales. Et depuis 1945, de multiples guerres localisées n'ont cessé d'éclater.

Communisme ou barbarie, telle est la seule alternative pour l'humanité

En Corée et au Vietnam dans les années 1950 et 1970, en Afghanistan, au Moyen-Orient, comme durant la guerre du Kippour en 1973 en passant par le Liban des années 1980, l'Intifada entre Palestiniens et Israéliens, en Somalie en 1992, le Rwanda en 1994, en République démocratique du Congo entre 1998 et 2000, mais aussi en Côte-d'Ivoire, au Soudan et dernièrement encore au Mali… la liste des guerres impérialistes est sans fin. Pour des pans entiers de l'humanité, l'horreur est devenue une compagne quotidienne.

Et l'entrée dans le XXIe siècle n'a pas enrayé ce processus, bien au contraire. En juin 2014, selon le HCR des Nations-Unis, il y avait plus de 50 millions de réfugiés enregistrés officiellement de par le monde. Cette population qui est pour partie parquée dans des camps, sans médicaments ni nourriture suffisante, connaît un taux de mortalité effroyable. Et voilà maintenant que, pour la quatrième fois depuis 1980, une nouvelle guerre ravage l'Irak. Cette réalité dramatique et inhumaine confirme ce qu'affirmaient déjà les révolutionnaires il y a un siècle : "La société bourgeoise est placée devant un dilemme : ou bien passage au socialisme ou rechute dans la barbarie" [1]. Entre 1914 et 1945, cette rechute dans la barbarie s'est particulièrement illustrée à travers l'éclatement de deux guerres mondiales. Depuis lors, elle prend la forme d'une multiplication de guerres locales qui se développent au sein d'une société qui pourrit sur pieds. Pourquoi ? Parce que, depuis les années 1960, aucune des deux classes fondamentales de la société, **bourgeoisie et prolétariat**, n'a pu développer sa propre perspective : **guerre mondiale ou révolution**. En effet, le prolétariat est sorti de la contre-révolution stalinienne à la fin des années 1960 (Mai 68 en France étant le symbole de ce retour de la capacité du prolétariat à entrer en lutte), la bourgeoisie n'avait donc plus à faire à un prolétariat écrasé physiquement et idéologiquement, prêt à être embrigadé pour la boucherie impérialiste mondiale comme dans les années 1930. Mais en même temps, le prolétariat n'était pas et n'est toujours pas en mesure d'affirmer sa perspective révolutionnaire. Depuis 1989, la propagande mensongère mais terriblement efficace qui a assimilé le stalinisme au communisme et l'effondrement du bloc soviétique à la mort du rêve d'un autre monde possible, a même occasionné un fort recul de la conscience prolétarienne et de la confiance des exploités en eux-mêmes. La situation apparaît donc comme bloquée : ni guerre mondiale, ni révolution. Mais rien ne pouvant rester réellement figé, la société se décompose. L'Irak en est une parfaite et dramatique illustration.

L'Irak en situation de guerre depuis plus de trente ans

L'Irak est un pays qui depuis le début des années 1980 n'a connu pratiquement qu'une situation permanente de guerre.

- Au début de cette décennie et pendant huit années, un conflit meurtrier va opposer ce pays à l'Iran. L'effondrement du dernier empereur d'Iran, le Shah Mohamed Reza Pahlavi (alors allié des Etats-Unis) et l'arrivée au pouvoir de l'ayatollah Khomeiny, ont amené les États-Unis à pousser l'Irak dans cette guerre qui fera entre 500 000 et 1 200 000 morts.
- Après l'effondrement du bloc impérialiste soviétique en 1989, l'Amérique de G. Bush père va provoquer la première guerre du Golfe. Mais l'objectif des États-Unis n'était pas à cette époque d'abattre Saddam Hussein et son régime. La peur de l'éclatement de ce pays taraudait déjà les bourgeoisies occidentales et surtout la bourgeoisie américaine. Les autorités américaines voulaient seulement réaliser une véritable démonstration de leur suprématie écrasante comme puissance militaire aux yeux de tous leurs anciens alliés. De fait, la réussite de cette politique impérialiste n'a pas duré bien longtemps. Sans ennemi commun, le bloc occidental s'est délité rapidement. Chaque impérialisme, petit ou grand, a joué de plus en plus ouvertement sa carte personnelle. Le chacun pour soi s'est développé inexorablement.
- En 2003, les États-Unis vont militairement envahir l'Irak. L'occupation militaire de ce pays va durer huit ans. Le pouvoir de Saddam Hussein et du parti Baas (sunnite) sera détruit. A sa place, les États-Unis vont mettre au pouvoir Nouri al-Maliki et son clan chiite. Il s'agissait de tenter de mettre en place une armée et un appareil policier capable de maintenir l'ordre et l'influence directe américaine dans ce pays. Tout cela a échoué lamentablement. Pendant ces huit années, le pays s'est enfoncé dans le chaos. Maliki n'a eu de cesse de purger les sphères du pouvoir en chassant les Sunnites de toutes fonctions officielles, afin de renforcer son propre clan et ceci au grand désespoir des Américains totalement impuissants. Les anciens partisans de Saddam Hussein marginalisés, alliés aux djihadistes les plus extrémistes, ont perpétué attentats sur attentats. Devant leur incapacité totale à stabiliser la situation, les forces armées occidentales et en dernier lieu les États-Unis, comme en Afghanistan, allaient se retirer de ce bourbier, laissant les diverses communautés religieuses et ethniques face à face, prêtes à en découdre.

Un pays en voie de fragmentation

Ce développement des antagonismes et de la haine qui découle d'une telle situation entre les communautés chiite et sunnite n'est pas seulement dû à l'instrumentalisation des différences religieuses, pas plus qu'à la simple défense des intérêts particuliers des cliques bourgeoises de ces communautés. Le déchaînement de l'obscurantisme et de l'irrationalité qui sont à l'œuvre dans toute cette partie du monde est un terrain favorable pour la haine religieuse et ethnique. Les guerres ayant en partie comme terreau idéologique les préjugés religieux sont une expression directe de la décomposition capitaliste. C'est la porte grande ouverte à de nouveaux pogroms entre les différentes communautés, comme nous en connaissons en ce moment même en Syrie.

Actuellement, ce sont les forces de l'EIIL (État islamique en Irak et au Levant) qui sont à l'offensive en direction de Bagdad. Celles-ci étaient initialement composées de combattants provenant d'une milice tribale sunnite qui s'est réclamée un temps de la nébuleuse Al-Qaïda. Après leur sécession, ils ont proclamé vouloir se battre pour la construction d'un État islamique qui s'étendrait pour partie en Syrie et en Irak, jusqu'aux confins de la Palestine. De fait, cet EIIL, en plus des radicaux islamistes, est constitué d'une majorité d'anciens militaires ou combattants du parti Baas de feu Saddam Hussein qui ne visent qu'à se venger de ceux qui les pourchassent depuis leur perte du pouvoir. Tout cela sans compter avec le renforcement militaire des Peshmergas qui occupent maintenant militairement et politiquement la région kurde irakienne. Autant de forces armées qui, à terme, ne manqueront pas d'en découdre entre elles tant leurs propres intérêts sont en réalité antagoniques.

L'affaiblissement accéléré de l'impérialisme américain

Depuis le début des années 1990, le leadership de la première puissance impérialiste du monde n'a cessé de s'affaiblir. Face à la montée de l'impérialisme chinois devenu aujourd'hui un adversaire de première importance, les États-Unis sont obligés de maintenir en Asie du Sud-Est une force militaire considérable. Tout en devant tenir compte des tentatives d'avancée de l'impérialisme russe dans la région, comme en Syrie par exemple. L'impérialisme américain, ainsi affaibli, a été obligé de tenter de pactiser avec le diable d'hier. En effet, l'arrivée de Rohani, pour le moment plus modéré que son prédécesseur, à la présidence de l'État iranien a été le prétexte tout trouvé pour entamer une ouverture diplomatique. Tel est le sens des négociations sur le problème du nucléaire iranien. Si cela se traduit par une montée des tensions avec la Russie qui soutient par ailleurs l'Iran, cela se traduit également par un mécontentement israélien, ennemi irréductible de ce pays. Cependant la nouvelle guerre en Irak touche en premier lieu l'Arabie Saoudite, un des principaux alliés des États-Unis depuis des décennies. Ce principal et riche État sunnite du Moyen-Orient, très divisé en son sein, voit d'un très mauvais oeil la main tendue américaine à l'Iran et l'offensive incontrôlable de l'EIIL [2].

La position impérialiste saoudienne dans toute la région risque d'en sortir affaiblie. Ainsi, l'accord économique bilatéral entre celle-ci et la Chine en matière d'énergie qui vient d'être signé, ne trouve pas sa source seulement dans des raisons économiques. La tentation d'un rapprochement entre l'Arabie Saoudite et la Chine commence en effet à se faire jour. L'Arabie Saoudite contestée de plus en plus ouvertement au Moyen-Orient, ne va pas rester sans réagir, en Syrie et probablement également en Irak.

Le fait que les États-Unis soient clairement dans une impasse à propos de la situation en Irak illustre l'accélération de leur affaiblissement en tant que première puissance impérialiste mondiale. Incapable de revenir en force dans ce pays après l'avoir quitté sur un total échec il y a peu, les voilà obligés de soutenir, du bout des doigts, le gouvernement en place à Bagdad. Il est certain que l'Oncle Sam voudrait éviter la partition de l'Irak, comme il souhaite que la Syrie n'éclate pas à son tour. Mais le développement de son impuissance croissante devient un facteur de premier plan pour la déstabilisation de cette région du monde. Il n'y a plus de vrai maître dans la maison. L'Iran et l'Arabie Saoudite le savent maintenant pertinemment, comme tous les chefs de guerre et autres djihadistes en Irak. Le Moyen-Orient s'enfonce inexorablement dans la décomposition, dans une guerre impérialiste de plus en plus fragmentée en de nombreux foyers. Les divisions religieuses et ethniques vont donc prendre une part de plus en plus grande.

L'avancée de la décomposition en Irak

La guerre actuelle en Irak concrétise dramatiquement au plus haut point la décomposition de la société, ultime étape de la décadence du capitalisme. Voici ce que nous écrivions à ce sujet après 1989 et l'effondrement du bloc soviétique : *"La disparition du gendarme impérialiste russe et celle qui va en découler pour le gendarme américain vis-à-vis de ses principaux partenaires, ouvrent la porte au déchaînement de toute une série de rivalités plus locales. Ces rivalités et affrontements ne peuvent pas, à l'heure actuelle, dégénérer en un conflit mondial En revanche, ces conflits risquent d'être plus violents et plus nombreux, en particulier évidemment, dans les zones où le prolétariat est le plus faible"* [3].



Chiites irakiens mobilisés et embrigadés contre les djihadistes de l'EIIL

Même si nous ne pouvons pas prévoir concrètement la suite des événements en Irak, ce que nous savons, c'est que ce pays s'enfonce de manière inexorable dans les affres d'un système en décomposition.

Tino, 30 juin

1) Rosa Luxemburg, en 1915, dans sa *Brochure de Junius*, reprenant là elle-même les paroles d'Engels.

2) L'aide financière et militaire du pouvoir saoudien à l'EIIL, jusque là très active, a brutalement cessé en janvier quand ce dernier est entré en guerre contre les autres groupes rebelles syriens soutenus par les États du Golfe.

3) "Après l'effondrement du bloc de l'Est, déstabilisation et chaos", *Revue internationale* n° 61

suite de la page 1

Il y a 100 ans, la Prem

cialiste, tout était suspendu à l'opinion des Allemands. En particulier lors des débats sur les problèmes posés par la lutte contre le militarisme et sur la question de la guerre, la position de la social-démocratie allemande était toujours déterminante. 'Pour nous autres Allemands, ceci est inacceptable' suffisait régulièrement à décider de l'orientation de l'Internationale. Avec une confiance aveugle, celle-ci s'en remettait à la direction de la puissante social-démocratie allemande tant admirée : elle était l'orgueil de chaque socialiste et la terreur des classes dirigeantes dans tous les pays" (*Brochure de Junius*). C'est donc au parti allemand qu'il incombait de mettre en œuvre les engagements de Stuttgart et de lancer la résistance à la guerre.

Et pourtant, le jour fatidique du 4 août 1914, le SPD rejoint les partis bourgeois du Reichstag pour voter les crédits de guerre. Du jour au lendemain, la classe ouvrière dans tous les pays belligérants se trouve désarmée et sans organisation, parce que ses partis politiques et ses syndicats sont passés à la bourgeoisie et sont désormais les principaux organisateurs non pas de la résistance à la guerre mais au contraire de la militarisation de la société en vue de la guerre.

Aujourd'hui, la légende veut que les ouvriers aient été emportés comme le reste de la population par une immense vague de patriotisme, et les médias aiment nous montrer les images des troupes qui partent au front le fleur au fusil. Comme beaucoup de légendes, celle-ci n'a que peu à voir avec la réalité. Certes, il y a eu des manifestations d'hystérie nationaliste mais elles étaient essentiellement le fait de la petite-bourgeoisie, de jeunes étudiants abreuvés de patriotisme. En France et en Allemagne, les ouvriers au contraire manifestaient par centaines de milliers contre la guerre en juillet 1914 : ils seront réduits à l'impuissance par la trahison de leurs organisations.

En réalité, bien sûr, la trahison du SPD ne s'est pas faite du jour au lendemain : elle était préparée de longue date. La puissance électorale du SPD a caché une impuissance politique, mieux encore, c'est même justement la puissance électorale du SPD et la puissance de l'organisation syndicale allemande qui ont réduit le SPD à l'impuissance en tant que parti révolutionnaire. La longue période de prospérité économique et de relative liberté politique qui suit l'abandon des lois anti-socialistes et la légalisation des partis socialistes en Allemagne, à partir de 1891, finit par convaincre les dirigeants parlementaires et syndicaux que le capitalisme est entré dans une nouvelle phase où il a surmonté ses contradictions internes, au point que l'avènement du socialisme se ferait, non plus par un soulèvement révolutionnaire des masses, mais par un processus graduel de réformes parlementaires. Gagner aux élections deviendra ainsi le but principal de l'activité politique du SPD et le groupe parlementaire prendra en conséquence un poids de plus en plus prépondérant au sein du parti. Le problème, cela malgré les meetings et les manifestations ouvrières lors des campagnes électorales, c'est que la classe ouvrière ne participe pas aux élections en tant que classe mais en tant qu'individus isolés, en compagnie d'autres individus appartenant à d'autres classes – dont il ne faut pas heurter les préjugés. Ainsi, lors des élections de 1907, le gouvernement impérial du Kaiser mène une campagne en faveur d'une politique coloniale agressive et le SPD – qui jusqu'alors s'était opposé aux aventures militaires – subit des pertes importantes en nombre de sièges au Reichstag. Les dirigeants du SPD et surtout le groupe parlementaire, en tirent la conclusion qu'il ne faut pas se heurter directement aux sensibilités patriotiques et de ce fait, le SPD résistera à toutes les tentatives au sein de la Deuxième Internationale (notamment au Congrès de Copenhague en 1910) de discuter des mesures

Le glissement vers la barbarie militaire

La crise actuelle en Ukraine est la plus grave depuis l'éclatement de la Yougoslavie il y a vingt-cinq ans. En effet, la Russie essaie de défendre ses intérêts dans la région contre les tentatives des forces occidentales de gagner en influence, menaçant de déclencher une guerre civile et la déstabilisation de la région.

Le pays a un nouveau président, Petro Porochenko, élu à la majorité dès le premier tour des élections sur la promesse d'écraser sans délai "les séparatistes terroristes" à l'est du pays. Il ne saurait incarner un nouvel espoir. Sa carrière politique a commencé dans le Parti unifié social-démocrate d'Ukraine, puis il a rejoint le Parti des régions, loyal envers Koutchma, un allié de la Russie, avant de changer pour le Bloc *Notre Ukraine* de Iouchtchenko en 2001. Il a été ministre dans les gouvernements de Iouchtchenko et Ianoukovitch. Milliardaire du chocolat, il a été accusé de corruption en 2005 et s'est battu aux élections présidentielles avec le soutien de l'ancien boxeur Vitaly Klitschko – qui a été élu maire de Kiev au même moment – et de ses partisans corrompus Levochkin et Firtash. L'Ukraine est à présent dirigée par un nouvel oligarque corrompu, imposant la seule perspective que le système capitaliste pourri a en réserve pour l'humanité : le militarisme et l'austérité.

Incapable de vaincre rapidement les séparatistes pro-russes, le combat a continué, l'Ukraine repoussant un assaut des séparatistes à l'aéroport de Donetsk, au prix de douzaines de victimes et la perte d'un hélicoptère avec un général à son bord. Le combat continue et les séparatistes tiennent leurs positions.

Loin d'ouvrir une nouvelle époque de stabilité et de croissance, l'élection présidentielle du 25 mai a marqué une nouvelle étape dans le glissement vers la guerre civile sanglante, autant que les référendums tenus par les séparatistes de Crimée en mars et ceux de Donetsk et Louhansk en mai. Nous assistons à l'élargissement des divisions internes dans ce pays artificiel en faillite, amplifiées par les manœuvres impérialistes extérieures. Le risque est que ce pays soit déchiré par la guerre civile, le nettoyage ethnique, les pogroms, les massacres et l'extension des conflits impérialistes.

L'instabilité inhérente à l'Ukraine

L'Ukraine est le deuxième pays d'Europe en termes de superficie, une construction artificielle comprenant 78% d'Ukrainiens et 17% de Russophones, majoritaires dans la région du Donbass, ainsi que différentes nationalités incluant les Tartares de Crimée. Les divisions autour des richesses économiques suivent les mêmes lignes de fractures, avec le charbon et la sidérurgie dans l'Est russophone, massivement exportés vers la Russie et représentant 25% des exportations; la partie occidentale, quant à elle, théâtre de la "révolution orange" en 2004 et des manifestations sur Maïdan, la place de l'Indépendance à Kiev l'hiver dernier, lorgne vers l'Occident en cherchant son salut.



Soldats à l'Est de l'Ukraine : l'impasse guerrière du capitalisme

L'économie est en faillite. En 1999 la production avait baissé de 40% par rapport à son niveau de 1991, date de l'accession de l'Ukraine à l'indépendance. Après un léger frémissement, elle a de nouveau perdu 15% en 2009. L'outil industriel de l'Est est obsolète, hautement dangereux et polluant. L'épuisement des mines a entraîné une augmentation des risques d'accidents du travail en poussant plus vers des profondeurs allant jusqu'à 1200 mètres avec les menaces d'explosion de méthane et de poussière de charbon ainsi que d'éclatement de roches (comme les conditions dangereuses qui ont entraîné plus de trois cents morts récemment à Soma, en Turquie). La pollution des mines affecte l'approvisionnement en eau, alors que les moulins qui traitent les résidus de charbon et de fer vomissent un air pollué visible et que l'amoncellement des scories et du métal rouillés peuvent entraîner des glissements de terrain boueux [1]. Il faut ajouter à tout cela la radioactivité de l'exploitation minière de l'ère nucléaire soviétique. Ces industries ne sont pas compétitives à moyen terme, ou même à court terme, si elles doivent faire face à la compétition de l'UE et il est difficile d'entrevoir qui voudra bien effectuer les investissements nécessaires. Sûrement pas les oligarques dont l'objectif est de s'en mettre plein les poches au détriment de l'économie. Pas la Russie non plus, qui doit se débrouiller avec son industrie obsolète héritée de l'ère soviétique. Pas davantage le capital d'Europe de l'Ouest qui a décidé la fermeture de la plupart de ses propres industries minières et métallurgiques entre 1970 et 1980. L'idée que la Russie pourrait proposer une solution au désastre économique, à l'appauvrissement et au chômage qui n'a cessé de s'aggraver au fur et à mesure de l'enrichissement des oligarques – une sorte de nostalgie pour le stalinisme et son chômage déguisé – est une illusion dangereuse qui peut juste affaiblir la capacité de la classe ouvrière à se défendre elle-même.

Les illusions sur la monnaie européenne sont tout aussi dangereuses. Le FMI a apporté une garantie à hauteur de 14/18 milliards de dollars en mars, remplaçant les 15 milliards de dollars retirés par la Russie lors de la chute de Ianoukovitch. Cette garantie est conditionnée par une stricte austérité, entraînant une augmentation du prix du carburant de 40% et une coupe de 10% dans le secteur public, environ 24 000 emplois. Et les chiffres du chômage ne sont pas fiables, dans la mesure où beaucoup de personnes sont non enregistrées ou sous-employées.

1) Quiconque vit au Royaume-Uni se souvient du glissement de terrain en 1996, qui a provoqué la catastrophe d'Aberfan au Sud du Pays de Galles dans laquelle un monticule de déchets miniers et de boue a détruit une école primaire, tuant 116 enfants et 28 adultes.

Lorsque l'Ukraine faisait partie de l'URSS et qu'elle était bordée à l'Ouest par des pays satellites de la Russie, les divisions ne menaçaient pas l'intégrité du pays – ce qui ne veut pas dire que ces divisions n'existaient pas. Par exemple, il y a 70 ans, les Tartares de Crimée ont été expulsés et quelques-uns ne sont revenus que très récemment. Les divisions sont utilisées de façon nauséabonde assoiffant de sang toutes les parties. Le parti Svoboda, d'extrême-droite, n'est pas isolé, le gouvernement intérimaire de réhabilitation de Stepan Bandera, la va-t-en guerre nazie ukrainienne Ioulia Timochenko appellent tous au meurtre et au bombardement des dirigeants et de la population russes, et Porochenko met ceci en pratique. Le camp russe est tout aussi nauséabond et meurtrier. Ces deux clans ont formé des paramilitaires. Même Kiev ne compte pas seulement sur son armée régulière. Ces forces irrégulières comprennent les fanatiques les plus dangereux, mercenaires, terroristes, assassins, propageant la terreur sur les populations civiles et se tuant mutuellement. Une fois que ces forces sont lâchées, elles ont tendance à devenir autonomes, incontrôlables, conduisant au même bilan meurtrier qu'en Irak, Afghanistan, Libye ou Syrie.

La Russie défend ses intérêts stratégiques en Crimée

L'impérialisme russe a besoin de la Crimée pour sa base navale de la mer Noire, une mer chaude avec accès à la Méditerranée. Privée de ses bases en Crimée, la Russie ne pourrait pas maintenir des opérations en mer Méditerranée ou dans l'océan Indien. Sa position stratégique dépend de la Crimée. Elle a besoin également de l'Ukraine pour la défense du gazoduc South Stream en cours de construction. C'est une préoccupation constante depuis l'indépendance de l'Ukraine. La Russie ne peut absolument pas tolérer l'existence d'un gouvernement pro-occidental en Crimée, d'où sa réponse négative à toute question sur un accord avec l'UE. En 2010, elle a consenti une remise sur le prix du gaz en échange d'une extension du bail de sa base navale en Crimée. Lorsque le gouvernement Ianoukovitch a renvoyé à plus tard l'accord d'association avec l'UE en novembre dernier, la Russie a répondu avec une offre d'aide de 15 milliards de dollars, qui a été suspendue quand Ianoukovitch a été désavoué et s'est enfui d'Ukraine. Peu de temps après, la Russie s'est emparée de la Crimée et a organisé un référendum pour son rattachement, ce qu'elle a pu utiliser dans sa propagande de guerre en faveur de l'annexion.

Ainsi, en mars, la Russie possédait la Crimée, *de facto*, sans reconnaissance internationale. Mais elle n'est toujours pas sécurisée, dans la mesure où elle est entourée par l'Ukraine, un pays qui est sur le point de signer un accord d'association avec l'UE et qui s'allie pour cela avec les ennemis de la Russie, sur le point de se libérer du chantage russe en trouvant de nouveaux donateurs en Europe de l'Ouest. Pour des raisons stratégiques, afin d'avoir un accès terrestre à la Crimée, la Russie a besoin de contrôler la partie orientale de l'Ukraine. Celle-ci est tout-à-fait différente de la Crimée, malgré le poids de la population russophone qui a fourni le prétexte à l'invasion. N'ayant pas de base militaire à l'Est de Ukraine, les référendums séparatistes de Donetsk et Louhansk ne peuvent pas sécuriser ces régions mais seulement les déstabiliser, entraînant davantage de combats. L'Ukraine de l'Est n'est même pas sûre de contrôler les gangs séparatistes locaux.

La Russie a une autre carte à jouer dans l'éventualité d'une déstabilisation de cette région : la Transnistrie, qui a fait sécession d'avec la Moldavie, à la frontière Sud-Ouest de l'Ukraine et qui a également une importante population russophone.

Ce n'est pas une nouvelle guerre froide, plutôt un nouvel engrenage dans la barbarie militaire

Ce n'est absolument pas un retour à la guerre froide. La guerre froide correspond à une période de plusieurs dizaines d'années de tensions militaires entre les deux blocs impérialistes qui se partageaient l'Europe. En 1989, la Russie s'est affaiblie au point de ne plus pouvoir contrôler ses satellites, ni même la vieille URSS, on l'a vu lors de la guerre contre la Tchétchénie. Maintenant, beaucoup de pays de l'Est de l'Europe font partie de l'OTAN, puissance implantée jusqu'aux frontières de la Russie. Cependant, cette dernière a toujours un arsenal nucléaire et conserve les mêmes intérêts stratégiques. La menace de la perte de toute influence en Ukraine est une menace d'affaiblissement qu'elle ne peut tolérer. Elle est donc obligée de réagir.

Les États-Unis sont la seule superpuissance restante, mais ils n'ont plus l'autorité d'un dirigeant de bloc sur ses "alliés" et concurrents en Europe; cela est attesté par le fait qu'ils ne peuvent plus mobiliser ces puissances pour les épauler dans la deuxième guerre d'Irak, comme ils l'avaient fait lors de la première. Les États-Unis ont été quelque peu laminés par plus de vingt ans d'enlisement dans les guerres en Irak et en Afghanistan. De plus, ils font face à la montée d'un nouveau rival, la Chine, qui est en train de déstabiliser le Sud-Est asiatique et l'Extrême-Orient. En conséquence, malgré l'intention des États-Unis de diminuer leur budget militaire, ils sont obligés de focaliser leur attention sur cette région du monde. Obama a dit : *"Quelques-unes de nos plus grandes erreurs passées ne viennent pas de notre désengagement, mais de notre acharnement à nous précipiter dans des aventures militaires, sans penser aux conséquences"* [2]. Cela ne signifie pas que les États-Unis ne vont pas essayer d'avoir une part du gâteau en Ukraine, par la voie diplomatique, la propagande et des opérations secrètes, mais il n'y a pas de perspective d'intervention militaire immédiate. La Russie n'est pas face à un Occident unifié, mais face à une multitude de pays qui défendent tous leurs propres intérêts impérialistes, même s'ils condamnent verbalement l'intervention de la Russie en Ukraine. La Grande-Bretagne ne veut pas que des sanctions compromettent les investissements russes dans la City, l'Allemagne pense à sa dépendance actuelle pour l'approvisionnement en gaz russe, même si elle cherche d'autres sources énergétiques. Les États baltes sont favorables à une condamnation et des actions très sévères dans la mesure où une grande proportion de leurs populations étant russes, ils se sentent aussi menacés. C'est ainsi que le conflit ukrainien a déclenché une nouvelle spirale de

2) *The Economist* 31 /05 /14.

(suite page 3)

ière Guerre mondiale

précises à adopter contre la guerre dans le cas où celle-ci éclaterait.

Évoluant dans un monde bourgeois, les dirigeants et l'appareil du SPD en prennent de plus en plus l'état d'esprit. La fougue révolutionnaire qui a permis à leurs prédécesseurs de dénoncer la guerre franco-prussienne en 1870 s'estompe chez les dirigeants, pire encore, elle est vue comme dangereuse car exposant le parti à la répression. En fin de compte, en 1914, derrière sa façade imposante, le SPD est devenu "un parti radical comme les autres". Le parti adopte le point de vue de sa bourgeoisie, il vote les crédits de guerre et seule une petite minorité de gauche reste ferme pour résister à la débâcle. Cette minorité, pourchassée, emprisonnée, persécutée, sera à l'origine du groupe Spartakus qui se hissera à la tête de la révolution allemande en 1919 et qui fondera la section allemande de la nouvelle Internationale, le KPD.

C'est presque une banalité de dire que nous vivons toujours à l'ombre de la guerre de 14-18. Elle représente le moment où le capitalisme a encerclé et dominé la planète, intégrant l'ensemble de l'humanité dans un seul marché mondial, ce marché mondial qui était et qui est l'objet de toutes les convoitises des puissances. À partir de 1914, l'impérialisme, le militarisme domineront la production, la guerre deviendra mondiale et permanente. Depuis, le capitalisme menace de mener toute l'humanité à sa perte!

Le développement de la Première Guerre mondiale n'était pas inévitable. Si l'Internationale avait rempli ses engagements, elle n'aurait peut-être pas pu empêcher la guerre, mais elle aurait pu animer la résistance ouvrière qui n'a pas manqué de surgir, lui donner une direction politique et révolutionnaire, ouvrant ainsi la voie, pour la première fois de l'histoire, à la possibilité de créer une communauté planétaire, sans classes et sans exploitation, mettant fin à la misère et aux atrocités qu'un capitalisme impérialiste et décadent inflige depuis lors à l'espèce humaine. Il ne s'agit pas là d'un vœu pieux et illusoire; la révolution russe a au contraire fait la preuve que la révolution n'était pas (et n'est pas) seulement nécessaire, mais aussi possible. Car c'est bien cet extraordinaire assaut du ciel par les masses, cet immense élan prolétarien qui a fait trembler la bourgeoisie internationale et l'a contrainte à arrêter prématurément la guerre. Guerre ou révolution, barbarie ou socialisme, 1914 ou 1917... : la seule alternative qu'a l'humanité ne pourrait apparaître avec plus de clarté!

Les sceptiques argueront que la révolution russe est restée isolée et a fini par sombrer, emportée par la contre-révolution stalinienne et ils ajouteront qu'à 14-18 a succédé 39-45. C'est parfaitement vrai. Mais pour ne pas en tirer de fausses conclusions, il faut en comprendre les causes, se demander pourquoi et ne pas se contenter d'avaler sans broncher la propagande officielle permanente. En 1917, la vague révolutionnaire internationale a débuté dans un contexte où les clivages de la guerre étaient encore profondément ancrés. Ces difficultés ont occasionné une hétérogénéité dans les rangs du prolétariat qui a été exploité par la classe dominante pour battre la classe ouvrière. Désorienté et déboussolé, le prolétariat n'a pu réellement s'unir dans un vaste mouvement international. Il est resté divisé au sein des camps "vainqueurs" et des "vaincus". Les assauts révolutionnaires héroïques, comme celui de 1919 en Allemagne, ont alors pu être anéantis, écrasés dans le sang, principalement par l'entremise du grand parti ouvrier traître, la social-démocratie. L'isolement amorcé a ensuite permis à la réaction internationale de parfaire son crime, de défaire la Révolution russe pour préparer une deuxième grande boucherie mondiale, validant une seconde fois la seule alternative historique qui est encore devant nous : "socialisme ou barbarie"!

Jens, 30 juin

La nature barbare et sanguinaire des grandes démocraties

Le 14 mars dernier, 20 ans après les massacres perpétrés entre avril et juillet 1994 au Rwanda (dans un des conflits les plus meurtriers sur le continent africain), à l'issue de six semaines d'un procès retentissant, le capitaine Pascal Simbikwanga était condamné à 25 ans de réclusion criminelle. Tout cela à l'issue de 6 semaines de procès par la Cour d'assises de Paris pour génocide envers les tutsis et crime contre l'humanité. Et on nous promet que ce procès n'est que le premier d'une longue série sur le territoire français ! Cette condamnation dont tous les médias se sont unanimement félicités n'est une fois de plus que le paravent hypocrite permettant de désigner un lampiste servant de bouc-émissaire pour le charger de tous les crimes et de toutes les horreurs afin de masquer la nature criminelle d'un système capitaliste qui plonge l'humanité dans un océan de plus en plus irrationnel de barbarie et d'horreurs. Il s'agit non seulement de dédouaner la responsabilité particulière de l'impérialisme français, mais aussi celle des autres grandes puissances impérialistes qui dans leurs rivalités et pour protéger leurs sordides intérêts ont été les principaux responsables du déchaînement des massacres et de la barbarie.

Dans une nouvelle et écœurante débauche d'hypocrisie, la presse française, les médias, la LICRA, se sont tous félicités de ce qu'ils ont salué comme une "première". Car pour la "première fois" en France, aura été activé un tribunal à compétence universelle, ce qui nous a été cyniquement présenté comme une "victoire des victimes", un devoir de mémoire du génocide", un moyen de "lutte contre l'oubli". En réalité, cela n'a encore une fois que servi à masquer l'hypocrisie fondamentale et l'abjection morale de la classe dominante qui permet de dénaturer la vérité et d'occulter les faits réels. La réalité, c'est que la France tente aujourd'hui de redorer son blason en se présentant désormais comme un défenseur et champion de la justice alors qu'elle a été un des principaux commanditaires de ces tueries planifiées et programmées en protégeant l'ancien régime, en exhortant aux massacres des tutsis, mais aussi en étant complice direct à travers son opération militaire Turquoise qui a notamment permis le sinistre massacre de Biserero en juin 1994 où s'étaient réfugiés plus de 60 000 tutsis. Par ailleurs, cette parade cache le fait que les pires crimes et atrocités ont été commises à parts égales par les deux camps, notamment par le Front patriotique rwandais de l'actuel président. Pire, depuis la "pacification" du Rwanda et depuis 20 ans que s'exerce la dictature impitoyable de Kagame, le cauchemar continue ! Ses milices n'ont cessé d'exercer une féroce et impitoyable répression de toute opposition, que ce soit à l'intérieur du pays ou hors des frontières (notamment dans l'Est de la République Démocratique du Congo). Ces exactions ont fait encore plus de victimes et d'éliminations physiques qu'au cours des cent jours passés de massacres directs, sans compter les innombrables emprisonnements, tortures, disparitions, déportations... À leur tour, les hutus sont réduits à la pauvreté, à l'exclusion et à la répression exercée jusque dans les camps de réfugiés, si bien que près de la moitié de la population envisage et redoute le déclenchement probable d'un nouveau génocide. Ces abominations et ce climat de terreur ne pourront prendre fin tant que durera le capitalisme sur la planète.

Au milieu des années 1990, les rivalités franco-américaines se sont cristallisées autour d'une zone géostratégique majeure d'Afrique, la région des Grands Lacs. Par milices interposées, ces Etats se sont livrés une guerre sans merci, transformant un pan entier de ce continent en un véritable charnier à ciel ouvert. Le paroxysme de l'horreur fut atteint lors du génocide rwandais de l'été 1994. Un bain de sang effroyable. Des populations entières froidement assassinées, à coups de machettes et de gourdins à clous ; le lac Victoria charriant des milliers de cadavres putréfiés. Le nombre des victimes ? Plus de 800 000 en moins de 100 jours ! Et bien plus si l'on comptabilise les victimes de l'ensemble du conflit. En intégrant les morts des deux camps rivaux, hutu et tutsi, plus l'extension de cette guerre au Zaïre, le total dépasse selon les estimations les 5 millions de morts !

Aujourd'hui, les procès se multiplient. Les États diligentent des enquêtes. Des organismes internationaux, tel le tribunal de La Haye, enregistrent les plaintes des victimes. La vérité va-t-elle éclater au grand jour ? Évidemment, non ! Ce n'est absolument pas le but de tout ce barouf. Au contraire ! A coups de commissions et de mises en examen, les États français et rwandais sont en train de poursuivre sur le terrain judiciaire et médiatique la guerre qui les oppose depuis maintenant près de 13 ans. Ainsi, chacune de ces deux bourgeoisies brandit ses "dossiers" et menace de "révéler" les crimes de l'adversaire. Depuis avril, une commission d'enquête est officiellement chargée par l'Etat rwandais de "rassembler les preuves de l'implication de la France dans le génocide". Dans ce but, une série d'auditions publiques a été diffusée en direct à la radio courant novembre. Des témoignages effroyables s'y sont succédés, décrivant les exactions de l'armée française et son soutien aux milices hutus. La contre-attaque de la bourgeoisie française fut immédiate. Sortant de ses tiroirs un vieux dossier judiciaire bouclé depuis mars 2004, elle a montré les crocs en accusant explicitement le président rwandais Paul Kagame d'être le commanditaire de l'attentat du 6 avril 1994, attentat qui a coûté la vie à son prédécesseur et déclenché les vagues de massacres. Ce jeu cynique de maîtres-chanteurs est résumé par le quotidien burkinabé *Le Pays* : *"Cette action judiciaire a des allures d'épouvantail pour calmer les ardeurs de Kigali qui a de son côté diligenté une enquête pour établir la responsabilité de la France dans le génocide rwandais."* Mais ce pare-feu n'a absolument pas calmé les "ardeurs" du pouvoir rwandais. Au contraire, depuis, c'est l'escalade. Début décembre, le président Paul Kagame lui-même a martelé au micro de la BBC à Londres : *"La France a soutenu les forces génocidaires, les a entraînées, les a armées."*

Comme le montre notre article de 2004 que nous republions ci-dessous, l'histoire du Rwanda révèle ce que sont vraiment les grandes démocraties : des Etats sanguinaires qui n'hésitent pas à massacrer des millions d'êtres humains pour défendre leurs sordides intérêts impérialistes.

1923-1990 : L'Etat belge crée des "ethnies" pour diviser et mieux régner

Le prétendu conflit ethnique entre hutus et tutsis fut en fait créé de toutes pièces. Avant la vague de colonisation, le Rwanda était l'une des rares régions d'Afrique possédant une langue, une culture et une religion communes. Tutsis et hutus correspondaient alors beaucoup moins à des critères "ethniques" qu'à des castes sociales. "Tutsi" désignait la caste féodale au pouvoir sur laquelle se sont d'abord appuyées les grandes puissances.

Héritant de la colonie rwandaise lors du dépeçage de l'empire allemand entre les vainqueurs de la Première Guerre mondiale, c'est la Belgique qui introduit en 1926 la mention "ethnique" sur la carte d'identité des Rwandais, attisant la haine entre les deux castes.

En 1959, changeant son fusil d'épaule, Bruxelles soutient la majorité hutue qui s'était emparée du pouvoir. La fameuse carte d'identité "ethnique" est maintenue et les discriminations entre tutsis et hutus sont renforcées. Dès lors, plusieurs centaines de milliers de tutsis fuient le pays pour s'installer en Ouganda.

Ce dernier pays constituera une base arrière de la guérilla tutsie, le Front patriotique rwandais (FPR), pour préparer ses incursions armées contre le régime hutu, incursions qui deviendront massives à partir de 1990.

1990-1994 : L'avancée inexorable de l'impérialisme américain

Entre-temps, le contrôle de l'impérialisme belge sur Kigali a laissé la place à la France qui apporte un soutien militaire et économique sans faille au régime hutu d'Habyarimana. C'est grâce au soutien de l'impérialisme français qui l'arme activement et qui envoie en renfort ses militaires lors de l'opération Noroît, que le régime repoussera l'attaque d'octobre 1990 du FPR, soutenu discrètement par les Etats-Unis, via l'Ouganda.

A partir de là, la guerre civile s'emballe, les pogroms anti-tutsis se multiplient en même temps que ceux menés par le FPR contre tous ceux qu'il soupçonne de "collaborer" avec le régime. La guérilla du FPR prend peu à peu la forme d'une véritable offensive américaine visant ouvertement à faire tomber le régime pro-français de Kigali.

L'État français va alors défendre sa chasse gardée face à l'offensive américaine en faisant couler de plus en plus de sang. Dans les colonnes du *Monde diplomatique* de mars 1995, on peut lire : "*Pendant trois ans (1990-1993), l'armée française a tenu à bout de bras les troupes d'un régime rwandais* […] *s'enfonçant dans le génocide* […]. *Engagée dans le combat contre le Front patriotique rwandais* […], *la France a massivement équipé les Forces armées rwandaises (FAR) ; elle les a instruites dans des camps où se pratiquaient la torture et le massacre de civils (à Bigogwe par exemple) ; elle a encouragé une stratégie "antisubversive" qui passait par la création de milices enivrées de haine, et enivrées tout court. Après la publication, en février 1993, du rapport d'une commission internationale dénonçant – déjà – des "actes de génocide", le mot d'ordre, venu directement de l'Elysée, n'a pas changé : "Casser les reins du FPR"."*

Été 1994 : L'État français déchaîne sa rage destructrice

Malgré ses efforts guerriers, la France ne parvient pas à endiguer l'avancée du FPR et donc des Etats-Unis. L'assassinat du président Habyarimana, son plus fidèle allié, lors de l'attentat du 6 avril 1994, est le signe de la défaite de la fraction hutue et de la France. Dès lors, ces deux bourgeoisies vont se livrer une aveugle lutte à mort. La population hutue est d'autant plus facile à embrigader que durant des décennies, la Belgique puis la France leur ont bourré le crâne de cette haine anti-tutsi.

L'ambassade de France à Kigali devient le QG des partisans de l'épuration ethnique et du massacre des tutsis. *Le Monde diplomatique* décrit ces réunions comme des sortes *"d'assemblées générales extraordinaires du "Hutu power""* et ce journal poursuit en affirmant que *"d'avril à juin 1994, pendant que les massacres se poursuivaient et qu'étaient tués à la machette environ 500 000 tutsis, une fraction de l'armée française n'aura qu'une obsession : continuer de ravitailler et d'assister les FAR – sous la protection desquelles "travaillaient" les tueurs"* (1). L'Etat français est allé jusqu'à constituer lui-même, toujours dans les locaux de son ambassade, le Gouvernement intérimaire rwandais (le GIR), tête "pensante" du génocide, et à financer l'achat des armes… machettes comprises ! Toute la bourgeoisie française est responsable de cette barbarie. En 1994, droite et gauche étaient au pouvoir. En pleine période de cohabitation, le président socialiste François Mitterrand et le Premier ministre RPR Edouard Balladur prirent ensemble les décisions exigées pour la défense de l'intérêt national. Quand François Mitterrand déclare "Dans ces pays-là, un génocide, ce n'est pas trop important" (2), il résume en une phrase toute la cruauté et le mépris de la bourgeoisie pour la vie humaine dès que les intérêts impérialistes de la nation sont en jeu.

Sachant la partie perdue avec l'avancée inexorable du FPR, l'État français assume alors une véritable politique de la "terre brûlée" pour ne laisser sur place à ses adversaires impérialistes qu'un champ de ruines et de désolation. Sous couvert d'une mission humanitaire (*sic !*) (3) nommée "opération Turquoise", l'armée française va en effet organiser le repli des troupes génocidaires vers le Zaïre tout en laissant ces milices massacrer hommes, femmes et enfants sur leur passage, dans un déchaînement effroyable de sauvagerie.

Au Rwanda, en 1994, des millions d'hommes, de femmes et d'enfants ont été violés, massacrés à la machette, sont morts de faim ou d'épidémies pour s'être retrouvés au milieu de la tourmente et de l'enfer de ce carnage inter-impérialiste. Il ne s'agit pas là d'une anomalie ou d'un dérapage. L'horreur du Rwanda révèle la vraie nature du capitalisme, cachée bien souvent derrière son masque démocratique. Comme l'écrivait déjà en 1915 Rosa Luxemburg :

"Souillée, déshonorée, pataugeant dans le sang, couverte de crasse ; voilà comment se présente la société bourgeoise, voilà ce qu'elle est. Ce n'est pas lorsque, bien léchée et bien honnête, elle se donne les dehors de la culture et de la philosophie, de la morale et de l'ordre, de la paix et du droit, c'est quand elle ressemble à une bête fauve, quand elle danse le sabbat de l'anarchie, quand elle souffle la peste sur la civilisation et l'humanité qu'elle se montre toute nue, telle qu'elle est vraiment" (*Brochure de Junius*).

Pawel, 15 décembre 2004

1) *Le Monde diplomatique* de mars 1995.
2) Propos recueillis par Patrick de Saint-Exupéry pour *Le Figaro* et reportés dans son livre *L'Inavouable, la France au Rwanda*, éd. Les Arènes, 2004.
3) Il est à souligner que la politique menée par les fameuses organisations non gouvernementales (ONG) a suivi exactement la même logique en étant déterminée par leur appartenance nationale et la stratégie de leur gouvernement. Médecins sans frontières fut ainsi déchirée entre ses différentes sections nationales, la section française souhaitant intervenir aux côtés de l'armée française et les autres le refusant évidemment catégoriquement. La vraie signification de ONG est bien Organisations nationalistes gouvernementales.

suite de la page 8

Quand la bourgeoisie fait croire au prolétariat qu'il n'existe pas

pré-établi et rigide. La destruction de grandes unités industrielles en Europe et aux États-Unis, la croissance très forte dans ces deux régions du monde des emplois liés à la recherche, l'administration, les services, la distribution, la multiplication des contrats à courte durée et de l'intérim, la précarité absolue de la jeunesse et l'explosion du chômage… tout ceci aura forcément un impact sur la façon dont les luttes futures vont se développer, se frayer un chemin au milieu de tous les pièges tendus par la bourgeoisie. Quand à New York, des jeunes du mouvement des *Occupy* en 2011 témoignaient qu'en se regroupant ainsi dans la rue, autant pour y lutter que pour y vivre ensemble, ils avaient la sensation d'avoir de nouveau des relations sociales, qu'ils souffraient énormément de leur isolement sur leurs différents lieux de travail où ils ne faisaient que passer quelques semaines, quelques jours, parfois quelques heures, quand ils n'étaient pas reclus chez eux à cause du chômage… ils pointaient là du doigt sans le savoir l'avenir, l'importance de cette volonté de vivre et de lutter au cœur d'un tissu social animé de solidarité, de partage, de rencontres vraies et humaines. La rue, comme lieu de rassemblement, va prendre ainsi une importance croissante, non plus pour défiler les uns à côté des autres et assourdis par les sonos syndicales, mais pour débattre franchement au sein d'assemblées générales autonomes, ouvertes et libres. De même, les mouvements du CPE en 2006, des *Indignados* et des *Occupy* en 2011 indiquent tout aussi clairement que la jeunesse précarisée, moins marquée par le contre-coup terrible de l'assimilation de la fin de l'horreur stalinienne d'avec la fin du communisme et plus indigné par cet avenir qui ne cesse de se noircir sous le ciel capitaliste, aura un rôle déterminant à jouer par son enthousiasme, sa volonté et sa créativité. Les ouvriers les plus anciens (à la retraite ou encore au travail) auront la possibilité de souder une solidarité entre les générations en ayant alors la responsabilité particulière de transmettre leurs expériences, de prévenir des pièges qui se tendent et dont ils ont été déjà les victimes. Il ne s'agit là que de "grands poteaux indicateurs", pour reprendre les mots de Marx, qui ont commencé à apparaître ces dernières années, mais la créativité des masses impliquera aussi d'autres changements et découvertes inattendues.

Pawel, 6 mars

LE CCI SUR INTERNET

internationalism.org

E-mail : france@internationalism.org

ABONNEMENTS

Abonnement découverte
Révolution internationale, 3 numéros : 5 €
pack *Révolution internationale* (3 numéros)
+ *Revue internationale* (1 numéro) : 8 €

Abonnement simple
Révolution internationale

11 numéros	6 numéros
France : 18,5 €	9 €
Etranger : 20,5 €	10 €
Par avion DOM/TOM : 21,5 €	11 €

Abonnement simple
Revue internationale

4 numéros	2 numéros
France : 18,5 €	9 €
Etranger : 17 €	8,5 €
Par avion DOM/TOM : 18,5 €	9 €

Abonnement couplé : journal + revue

1 an	6 mois
France : 35 €	16 €
Etranger : 38 €	17 €
Par avion DOM/TOM : 38 €	17 €

Abonnement diffuseur
Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :

Révolution internationale
abonnement à 3 : 45 €
à 5 : 73 €

Revue internationale
abonnement à 2 : 31 €
à 3 : 45 €

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire ou postal
à l'ordre de RI – CCP 523544Y – Rouen, à adresser à la boîte postale de RI.

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Au-delà des discussions que nous pouvons avoir lors de nos réunions publiques et permanences, nous appelons donc vivement nos lecteurs à nous écrire, soit par courrier classique, soit par e-mail ou encore, en utilisant la nouvelle fonctionnalité de notre site internet qui permet de placer vos commentaires à la suite des articles que nous y publions.

CHANGEMENTS D'ADRESSE POSTALE

Du fait des conditions politiques actuelles au Venezuela, la BP a été fermée. Nous demandons aux lecteurs d'envoyer leur courrier à la BP du CCI en France ou par e-mail à *venezuela@internationalism.org*.

LISEZ



Courant Communiste International

Du 1er mai au 30 août 2013

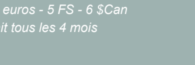
Revue Internationale

Mouvements sociaux en Turquie et au Brésil
L'indignation au cœur de la dynamique prolétarienne

20e congrès du CCI
Bilan du congrès
Résolution sur la situation internationale
Rapport sur les tensions impérialistes

Le communisme : l'entrée de l'humanité dans sa véritable histoire (X)
***Bilan*, la Gauche hollandaise et la transition au communisme (2e partie)**
Écho à l'étude de la période de transition (*Bilan* 46, Décembre-Janvier 1938)

152





RÉUNIONS PUBLIQUES

Il y a 100 ans, les partis socialistes ont ouvert la voie au déchaînement de la Première Guerre mondiale

Avec la commémoration du centenaire de la Première Guerre mondiale, toute la bourgeoisie cherche aujourd'hui à nous faire oublier la vérité historique : ce sont les partis "socialistes" qui ont voté les crédits de guerre et embrigadé des dizaines de millions de prolétaires dans cette infâme boucherie. En trahissant les principes et le mot d'ordre du mouvement ouvrier : "Les prolétaires n'ont pas de patrie, prolétaires de tous les pays unissez-vous !", ce sont les partis "socialistes" qui ont été les principaux responsables du massacre. Mais cette trahison, qui a signé l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence et l'intégration définitive des PS dans le camp de la bourgeoisie, ne s'est pas faite du jour au lendemain. Le vote des crédits de guerre par les députés "socialistes" au Parlement a été le couronnement d'un long processus de dégénérescence opportuniste, notamment au sein du parti phare du mouvement ouvrier, le Parti social-démocrate allemand.

Nous invitons nos lecteurs à venir participer au débat qui suivra l'exposé du CCI.

Pour connaître les lieux, dates et horaires de ces réunions publiques, rendez-vous régulièrement sur notre site web dans la rubrique "Agenda".

PUBLICATIONS DU CCI

Révolution internationale
Mail Boxes 153
108, rue Damremont
75018 Paris

Acción Proletaria
Ecrire à l'adresse postale
de *Révolution internationale*

Internationalisme
BP 94, 2600 Berchem
BELGIQUE

Internationalism
PO Box 90475
Brooklyn, NY 11209 – USA

Internacionalismo
Changement
d'adresse postale :
voir ci-contre.

Internationell Revolution
IR, Box 21106,
10031 Stockholm – SUEDE

Rivoluzione internazionale
CP 469, 80100 Napoli
ITALIE

Wereld Revolutie
P.O. Box 339
2800 AH Gouda – PAYS BAS

World Revolution
BM Box 869,
London WCI N 3XX
GRANDE-BRETAGNE

World Revolution
AUSTRALIE
Ecrire à l'adresse postale
en Grande-Bretagne

Weltrevolution (Allemagne)
Postfach 2216
CH-8026 Zürich
SUISSE

Weltrevolution (Suisse)
Postfach 2216
CH-8026 Zürich
SUISSE

Revolución Mundial
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico
MEXIQUE

Communist Internationalist
(publication en langue hindi)
POB 25, NIT,
Faridabad 121 00
HARYANA INDIA

BROCHURES DU CCI (tous nos prix sont en euros)

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.
(2,5 + frais d'envoi : France 2,11 / Etranger 4)

La décadence du capitalisme
(2,5 + 2,11 / 4)

Les syndicats contre la classe ouvrière
(2,5 + 2,11 / 4)

Nation ou classe
(3 + 2,11 / 4)

Le trotskisme contre la classe ouvrière
(4,5 + 2,11 / 4)

Organisation communiste et conscience de classe
(4 + 2,11 / 4)

Guerre du Golfe
(2,5 + 2,11 / 4)

L'État dans la période de transition
(3 + 2,11 / 4)

La Gauche communiste d'Italie
(8 + 3,77 / 6)

La Gauche hollandaise
(12 + 3,77 / 6)

La Gauche communiste de France
(4 + 2,11 / 4)

L'effondrement du stalinisme
(3 + 2,11 / 4)

La Révolution russe
(2,5 + 2,11 / 4)

Bilan de la lutte des infirmières – Octobre 1988
(2 + 2,11 / 4)

Luttes dans la fonction publique de décembre 95
Une victoire pour les syndicats,
une défaite pour la classe ouvrière
(2 + 2,11 / 4)

Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital
(4,5 + 2,11 / 4)

Comment le PCF est passé au service du capital
(3 + 2,11 / 4)

La terreur stalinienne : un crime du capitalisme, pas du communisme
(3 + 2,11 / 4)

Octobre 17
(3 + 2,11 / 4)

Le communisme n'est pas un bel idéal...
... mais une nécessité matérielle
... il est à l'ordre du jour de l'histoire
(3 + 2,11 / 4)

Les élections : un piège pour la classe ouvrière
(2 + 2,11 / 4)

APPEL A SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son État pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants. Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y – Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

SOUSCRIPTIONS AVRIL

Toulouse
Ra, 100 € ; Ol, 80 € ; Ros, 20 € ; Ja, 5 € ;
Da, 15 € ; Ch, 10 € ; By, 15 € ; AM, 10 €

Marseille
Jacques, 60 € ; Mireille, 100 €

Total : 415 €

DISTRIBUÉ PAR LES N.M.P.P. • Imprimé sur les presses de l'Imprimerie Menard, 2721 La Lauragaise, route de Baziege, BP 820, 31682 Labege Cedex • Directeur de la publication : D. Van Celst • No de Commission paritaire : 54267

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

FRANCE (2e partie)

Quand la bourgeoisie fait croire au prolétariat qu'il n'existe pas

La première partie de cet article, publiée dans le numéro précédent de ce journal et sur notre site web, revenait en détail sur la dynamique de la lutte de classe en France depuis 2003, l'objectif étant de mieux comprendre pourquoi la situation sociale est aujourd'hui dominée par l'abattement. Cette seconde partie aborde la dimension internationale. L'impact des mouvements sociaux en France influe sur le prolétariat de tous les pays, comme les mouvements à travers le monde influent sur la situation en France. Comme nous le verrons, cette dimension internationale de la lutte prolétarienne est bien connue de la bourgeoisie qui est capable face à son ennemi mortel, le prolétariat, de dépasser ses divisions nationales pour se concerter et s'entraider. Enfin, sera souligné que, malgré les difficultés immenses et les efforts constants de la bourgeoisie pour tuer dans l'œuf tout développement de la conscience et de la combativité prolétariennes, l'avenir appartient sans aucun doute à la lutte de classe !

La solidarité internationale de la bourgeoisie face au prolétariat en France

La bourgeoisie française est donc particulièrement adroite face au prolétariat pour pourrir les consciences et dévoyer la réflexion dans des impasses. Ce n'est pas un hasard si ce pays est le berceau de l'altermondialisme, par exemple, qui s'est répandu partout dans le monde [1]. Cette force est le fruit d'une longue expérience de confrontation avec sa classe ennemie : 1848, 1871 et 1968, pour ne prendre que quelques exemples qui ont en commun d'avoir placé à ces moments-là les prolétaires en France à la pointe du combat international, d'en avoir fait un exemple à suivre pour leurs frères de classe du monde entier.

Cependant, la présence en France d'exploités expérimentés et combatifs limite aussi les marges de manœuvre de la bourgeoisie. Si elle a eu l'intelligence de ne pas les affronter frontalement et massivement ces dernières années mais de les harceler et d'éroder leurs conditions de vie, reste que les grandes réformes structurelles dont le capital français a besoin pour restaurer sa compétitivité sur le marché mondial, sont toujours en attente et manquent cruellement à la compétitivité du capital national. La France est en train de devenir "l'homme malade de l'Europe" comme étaient qualifiés le Royaume-Uni après la Seconde Guerre mondiale et l'Allemagne dans les années 1990. Or, justement, ces deux pays se sont redressés en menant des attaques brutales profondes, respectivement sous Thatcher et Schröder.

L'incapacité de la France de mener des attaques similaires inquiète particulièrement l'Allemagne. Elle n'a aucun intérêt à voir sombrer l'économie française, ce qui mettrait trop à mal les instances économiques européennes. Mais bien plus que cela, une grave récession en France impliquerait encore plus de fermetures d'usines, une explosion du chômage et une austérité drastique, ce qui pourrait engendrer une forte réaction du prolétariat. Il y a visiblement là un dilemme pour le capital français : attaquer massivement… au risque de provoquer le réveil de la lutte, ou attendre et voir l'économie se dégrader fortement… au risque de provoquer un réveil de la lutte. Voici pourquoi la bourgeoisie allemande s'interroge sur la manière d'aider la France à retrouver une forte compétitivité sans pour autant créer de mouvement social incontrôlé. C'est ainsi que les conseillers allemands défilent depuis des mois à l'Élysée (telle la rencontre entre François Hollande et Peter Hartz, ancien conseiller de Gerhard Schröder et tête pensante de toutes les attaques du début des années 2000 en Allemagne pour rendre le travail plus précaire et baisser les allocations chômage). L'Allemagne aide donc la bourgeoisie française à réfléchir sur la façon de faire passer les attaques nécessaires à venir. En particulier, ces deux pays doivent coordonner leur planning afin de ne surtout pas mener trop simultanément leurs attaques et éviter que la colère ne croisse en même temps des deux côtés du Rhin. Tout comme la bourgeoisie a tout fait pour éviter, avec succès, que ne se produise une jonction potentielle, par dessus les Pyrénées, de luttes entre l'Espagne et la France, elle se préoccupe d'ores et déjà de diviser les travailleurs vivant en France et en Allemagne en étalant les attaques dans le temps de façon concertée. Le soutien de la bourgeoisie allemande pour que l'Etat français mène à bien et sans heurts ses attaques a d'ailleurs commencé dès la victoire du socialiste Hollande aux présidentielles : l'Allemagne est la première à essayer de faire croire que Hollande est un "mou", un "Flamby", un "indécis"… alimentant ainsi l'idée qu'il est incapable de prendre les mesures courageuses et donc d'attaquer la classe ouvrière ; cette image flasque est aussi savamment entretenue par la bourgeoisie française car elle permet au gouvernement de mener ses attaques mine de rien, sans en avoir l'air.

Cette idée émise de la solidarité internationale de la bourgeoisie peut éventuellement décontenancer. En effet, la bourgeoisie est divisée en nations et se bat de façon acharnée sur le marché mondial. Cet affrontement est aussi guerrier, la barbarie impérialiste qui ravage la planète de façon incessante depuis 1914 le prouve de façon tragique. Mais l'histoire a aussi montré une chose : cette division cesse face au prolétariat. Pendant la Commune de Paris, l'armée prussienne qui occupait une partie de la France a prêté main-forte aux Versaillais pour écraser dans le sang les insurgés alors que les cadavres de la guerre franco-prussienne étaient encore chauds. En 1917, toutes les puissances se sont alliées pour aider l'armée blanche face à la Révolution russe alors que la guerre mondiale faisait rage partout ailleurs. Sur un autre plan, lorsqu'en 1980, une grève de masse déferla en Pologne, les bourgeoisies démocratiques vinrent sans attendre au secours de la bourgeoisie polonaise pour l'aider à faire face, non pas militairement, mais idéologiquement : le syndicat français CFDT, en particulier, eut là un rôle très important de conseil pour saboter la lutte en faisant profiter de toute son expérience dans le domaine.



Manifestation en France en 2010 contre la réforme des retraites : à l'heure actuelle, le prolétariat, majoritairement enfermé dans l'encadrement syndical, n'a pas encore surmonté cette défaite.

L'avenir appartient à la lutte de classes

Résumons. Le prolétariat a face à lui la classe dominante la plus manœuvrière et la plus machiavélique de l'histoire ; sa propagande idéologique et son unité internationale contre les exploités révèlent l'ampleur des difficultés qui se dressent devant la révolution. La bourgeoisie a surtout la capacité de retourner en permanence la propre pourriture de son système contre le prolétariat : le capitalisme n'a plus d'avenir à offrir, le futur fait peur et engendre le repli, les pensées irrationnelles… La bourgeoisie se sert de ces peurs, de ce repli, de cette irrationalité pour renforcer l'atomisation des travailleurs, cultiver le sentiment d'impuissance et ainsi pouvoir les attaquer les uns après les autres.

Pourtant, l'avenir appartient bien à la lutte prolétarienne ! Les obstacles sont immenses, mais pas insurmontables. La bourgeoisie ne cesse de nous diviser, mais le prolétariat a déjà prouvé que le sentiment de solidarité est profondément ancré en lui. C'est en cela que le mouvement contre le CPE de 2006 est si précieux. L'attaque du gouvernement touchait exclusivement les moins de vingt-cinq ans, mais par centaines de milliers les travailleurs, chômeurs, retraités se sont joints à la lutte. Ils étaient transportés par un fort sentiment de solidarité. Cette dynamique a pu naître dans la mesure où le mouvement était organisé en dehors du contrôle syndical, à travers de véritables assemblées générales autonomes, animées par des débats libres où pouvaient à ce titre s'exprimer la véritable nature de la classe ouvrière. Ce mouvement est une promesse pour l'avenir, une petite graine qui finira par germer pour donner de magnifiques fleurs sauvages. Alors, pour participer pleinement à ces mouvements à venir, il faudra être à l'écoute, être capables de s'appuyer sur l'expérience historique, sur les grandes leçons du passé, sans dogme ni cadre *(suite page 6)*

1) La plus grande association représentant ce courant, ATTAC, est née en France en 1998.

NOS POSITIONS

• Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

• La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la Révolution russe, mais son fossoyeur.

• Les régimes étatisés qui, sous le nom de "socialistes" ou "communistes", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'État, propre à la période de décadence.

• Depuis le début du XXe siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre États, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

• Toutes les idéologies nationalistes, d'"indépendance nationale", de "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiteurs.

• Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "démocratie", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

• Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis "ouvriers", "socialistes", "communistes" (les ex-"communistes" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "front populaire", "front anti-fasciste" ou "front unique", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

• Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "officielles" ou "de base", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

• Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

• Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les États, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

• La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'État capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les États et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

• La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni "autogestion", ni "nationalisation" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

• L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni "d'organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITÉ

– La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

– L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

– Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association internationale des travailleurs, 1864-72, l'Internationale socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la IIIe Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.